

Toulouse Métropole



Enquête publique portant sur la première modification du Plan Local d'Urbanisme, commune de Toulouse

9 mai 2016 – 9 juin 2016

Document n° 3/3 : Annexes

Auteurs : Commission d'enquête désignée par le Tribunal administratif de Toulouse :
Sabine Nascinguerra
Christophe Coutet
Christian Henric

Identification de l'enquête publique : E 16000047/31

Version du 19 août 2016 – corrigée le 19 sept. 2016

Sommaire

Annexe 1 : Décision de désignation de la commission d'enquête

Annexe 2 : Arrêté de mise à enquête publique et avis

Annexe 3 : Publicité de l'enquête dans les journaux

Annexe 4 : Certificats d'affichage et plan de localisation des affichages sur la voie publique

Annexe 5 : Lettre de non-prolongation de l'enquête

Annexe 6 : Identification des requêtes du public :

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par nom

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par numéro

Annexe 7 : Lettre « Procès-verbal de synthèse de l'enquête publique » (Commission d'enquête) et réponse au PV (Toulouse Métropole)

Annexe 8 : Demande de délais supplémentaire pour la remise du rapport et réponse positive de Toulouse Métropole

Annexe 9 : 12 registres d'enquête publique + lettres + courriels

Annexe 1 :

Décision de désignation de la commission d'enquête

Décision désignation et provision

VU enregistrée le 26/02/16, la lettre par laquelle M. le Président de Toulouse Métropole demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête ayant pour objet :

la 1ère modification du plan local d'urbanisme de la commune de Toulouse Métropole, commune de Toulouse ;

VU le code de l'environnement ;

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président :

Madame Sabine NASCINGUERRA,

Membres titulaires :

Monsieur Christian HENRIC,

Monsieur Christophe COUTET,

En cas d'empêchement de Madame Sabine NASCINGUERRA, la présidence de la commission sera assurée par Monsieur Christian HENRIC, membre titulaire de la commission.

MEMBRE(S) SUPPLÉANT(S) :

Monsieur Marc CHOUCAVY,

En cas d'empêchement de l'un des membres titulaires, celui-ci sera remplacé par le membre suppléant.

ARTICLE 2 : M. le Président de Toulouse Métropole versera dans délai de 15 jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64 une provision d'un montant de 1500 euros à la présidente de la commission d'enquête et 1000 euros à chacun des membres titulaires.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Toulouse Métropole, aux membres de la commission d'enquête et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Toulouse, le 14/03/2016

Le président,


Christophe LAURENT



Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recourée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.

Annexe 2 :

**Arrêté de mise à enquête publique
&
Avis d'enquête**



Planification et Urbanisme

ARRETE

PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE TOULOUSE

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-41 à L153-44 et R153-8 à R153-10 ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de TOULOUSE approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 27/06/2013, mis à jour par arrêtés en date des 04/11/2013, 26/01/2013, 04/12/2015, et 15/03/2016, mis en compatibilité par délibération du Conseil de la Métropole pour le projet Toulouse Montaudran Aerospace (TMA) en date du 15/10/2015 et pour le Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO) en date du 04/01/2016 ;

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 16 avril 2015 prenant l'initiative de la mise en œuvre et définissant les modalités de la concertation de la modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de TOULOUSE ;

Vu l'arrêté modificatif du Président de Toulouse Métropole du 03 mars 2016 prenant l'initiative de la mise en œuvre et définissant les modalités de la concertation de la modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de TOULOUSE ;

Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 16 mars 2016 sur la création de deux Secteurs de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) sur l'île du Ramier ;

Vu la délibération du 17/12/2015 autorisant l'ouverture partielle de la zone AU0 dite du « Chemin des Carmes », secteur de Malepère à Toulouse ;

Vu la décision en date du 14/03/2016 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant Madame Sabine NASCINGUERRA en qualité de présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires enquêteurs titulaires chargés de conduire l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de TOULOUSE, et en qualité de commissaire enquêteur suppléant Monsieur Marc CHOUCAVY ;

Vu l'arrêté AGT-16-0068 du Conseil de la Métropole en date du 12/04/2016 tirant le bilan de la concertation ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

Après avoir consulté la Commission d'Enquête, afin de déterminer les dates de réception du public ;

Monsieur le Président arrête

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse métropole, Commune de TOULOUSE.

Le projet de 1ère modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants :

- Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Duflot (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application.
- Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM8 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants.
- Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation.
- Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat.
- Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilhemery, ainsi que dans les centralités de Lalande, Pouvoirville et Pont des Demoiselles.
- Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme.
- Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L.151-41 du Code de l'Urbanisme).
- Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AU0 située chemin des Carmes dans le secteur de Malepère.
- Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Ducuing, CHU..., et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordeblanche, Izards Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.
- Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Carmes.
- Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vénasque, boulevard Eisenhower...).
- Intégrer un nouveau zonage NG pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne.
- Corriger les erreurs matérielles.
- Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 : Autorité responsable du projet

Il s'agit de Toulouse Métropole, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5** (Métro ligne A - station Marengo).

Article 3 : Durée de l'enquête

L'enquête publique sur le projet de 1ère modification du PLU se déroulera pendant une durée de 32 jours consécutifs, du 09/05/2016 au 09/06/2016 inclus.

L'enquête publique débutera le 09/05/2016 à 8h00 et prendra fin le 09/06/2016 à 18h00.

Par décision motivée, le Président de la Commission d'Enquête peut, après notification de sa décision à Toulouse Métropole au plus tard 8 jours avant la fin de l'enquête prévue initialement, prolonger celle-ci pour une durée maximale de trente jours, dans les conditions fixées à l'article R123-6 du Code de l'environnement.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Désignation de la Commission d'Enquête

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 14/03/2016, **Madame Sabine NASCINGUERRA** en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, **Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET** en qualité de Commissaires Enquêteurs titulaires et **Monsieur Marc CHOUCAVY** en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant.

Article 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et ouverture des registres d'enquête

Le dossier du projet de 1ère modification du P.L.U ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Madame la Présidente de la Commission d'enquête seront mis à la disposition du public comme suit :

- Pour Toulouse Métropole : au siège de Toulouse métropole au 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- Pour la Ville de Toulouse : au 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Compte-tenu de la fermeture des locaux du siège de Toulouse Métropole le lundi 16 mai 2016, jour férié de Pentecôte, par décision de Monsieur le Président de Toulouse Métropole, un jour supplémentaire a été ajouté à la durée totale de l'Enquête Publique, portant le nombre de jours consécutifs à 32.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, à la **Délégation à l'Aménagement, Domaine Planification Programmation au 6, Rue René Leduc, BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5, au numéro suivant : 05-81-91-72-18.**

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Commune de Toulouse (www.toulouse.fr).

Article 6 : Informations environnementales

La mise à jour de l'évaluation environnementale du présent projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de TOULOUSE, ainsi que l'avis de la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) sur la création de deux Secteurs de Taille et de Capacité Limitées (STECAL) sur l'île du Ramier, sont intégrés au dossier soumis à Enquête Publique.

Article 7 : Lieux, jours et heures où le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public

La Commission d'Enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à Toulouse Métropole, aux jours et heures suivants :

- mercredi 11 mai 2016 de 9h00 à 12h00 ;
- mardi 17 mai 2016 de 9h00 à 12h00 ;
- vendredi 20 mai 2016 de 9h00 à 12h00 ;
- vendredi 03 juin 2016 de 14h00 à 17h00 ;
- lundi 06 juin 2016 de 14h00 à 18h00.

Article 8 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations

Les observations du public pourront être consignées sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, mis à sa disposition aux lieux et heures fixés à l'article 5 précédent.

Les observations peuvent également être adressées par écrit à l'attention de Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, au siège de l'enquête à Toulouse Métropole.

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations à l'attention de Madame la Présidente de la Commission d'Enquête par voie électronique sur le site internet de Toulouse Métropole : www.toulouse-metropole.fr.

Les courriers postaux et les courriels sont annexés dans les meilleurs délais possibles au registre d'enquête déposé à Toulouse Métropole, siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

L'ensemble des modalités de communication des observations du public exposé ci-dessus prend fin à la clôture de l'enquête publique aux jours et heures mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

Article 9 : Publicité de l'enquête

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole, à la Mairie de TOULOUSE et sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public sur le déroulement du présent projet de modification 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Commune de TOULOUSE (www.toulouse.fr). Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Article 10 : Clôture des registres d'enquête

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres déposés à Toulouse Métropole seront clos et signés par Madame la Présidente de la Commission d'Enquête.

L'envoi des courriers adressés par voie postale à l'attention de Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, ainsi que la communication des observations du public par voie électronique prennent fin selon les mêmes modalités que ci-dessus.

Article 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposant d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

La Commission d'Enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

La Commission d'Enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec recommandations et/ou réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Madame la Présidente de la Commission d'Enquête, cette dernière dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à Toulouse Métropole, siège de l'enquête publique, accompagné des pièces annexées et des registres.

Madame la Présidente de la Commission d'Enquête adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la Commission d'Enquête

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adresse une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête à Monsieur le Maire de TOULOUSE et à Monsieur le Pré-

fet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Délégation à l'Aménagement Domaine Planification Programmation, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole.

Article 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête

Le projet de 1ère modification du PLU objet de la présente enquête sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Madame la Présidente de la Commission d'Enquête et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole– 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de TOULOUSE 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et Monsieur le Maire de TOULOUSE.

Fait à Toulouse, le 13 avril 2016

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

Le Président de Toulouse Métropole

Atteste exécutoire le présent acte

- Reçu à la Préfecture le :

19 AVR. 2016

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le :

19 AVR. 2016

- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse :

Certifié exécutoire le :

La Vice Présidente

Annette LAIGNEAU

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN LOCAL D'URBANISME DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE TOULOUSE Projet de 1^{ère} Modification

Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de TOULOUSE, sera ouverte :

du lundi 09 mai 2016 au jeudi 09 juin 2016 à 18h00 inclus

Le projet de modification du PLU soumis à enquête porte notamment sur les points suivants :

- Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Duflot (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application,
- Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM8 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants,
- Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation,
- Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat,
- Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilhemery, ainsi que dans les centralités de Lalande, Pouvoirville et Pont des Demoiselles,
- Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme,
- Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L.151-41 du Code de l'Urbanisme),
- Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AU0 située chemin des Carmes dans le secteur de Malepère,
- Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Ducuing, CHU..., et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordeblanche, Izards Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.
- Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Carmes
- Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vénasque, boulevard Eisenhower...)
- Intégrer un nouveau zonage NG pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne,
- Corriger les erreurs matérielles,
- Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné **Madame Sabine NASCINGUERRA** en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires titulaires et Monsieur Marc CHOUCAVY en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public :

- **Pour Toulouse Métropole et Ville de Toulouse : à l'accueil principal de Toulouse Métropole**, 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 – Métro ligne A, station Marengo, **du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00**, à l'exception du lundi 16 mai 2016 férié.

Pendant toute la durée de cette enquête publique, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à Madame la Présidente de la Commission d'Enquête – Toulouse Métropole, Domaine de la Planification et de la Programmation - 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.

Le public aura la possibilité de rencontrer Madame la Présidente de la Commission d'Enquête **au siège de Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - Toulouse, salle d'enquête publique :**

- | | |
|---|--|
| • Mercredi 11 mai 2016 de 09h00 à 12h00 | • Vendredi 03 juin 2016 de 14h00 à 17h00 |
| • Mardi 17 mai 2016 de 09h00 à 12h00 | • Lundi 06 juin 2016 de 14h00 à 18h00 |
| • Vendredi 20 mai 2016 de 09h00 à 12h00 | |

L'avis au public et le dossier de projet de modification du PLU sont consultables sur les sites Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Mairie de Toulouse (www.toulouse.fr).

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr).

A l'expiration du délai d'enquête, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête transmettra le rapport d'enquête et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Toulouse Métropole et copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en adressera une copie à Monsieur le Maire de Toulouse et à Monsieur le Préfet.

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, au Domaine de la Planification et de la Programmation, au siège de Toulouse Métropole (6, Rue René Leduc, BP35821- 31505 Toulouse Cedex 5) de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site internet de Toulouse Métropole.

MAIRIE DE



TOULOUSE
www.toulouse.fr

toulouse
métropole

Toulouse Métropole

6, rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr

Annexe 3 :

Publicité de l'enquête dans les journaux

Ventes aux enchères Haute-Garonne



DECKER & ASSOCIES
Cabinet d'avocats - 14 rue A. Fourtanier 31071 TOULOUSE CEDEX 7
Tél : 05.61.21.96.84
Fax : 05.61.23.35.81

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE
2 Allées Jules Guesde
LE JEUDI 9 juin 2016 A 14 HEURES

DEUX MAISONS D'HABITATION
132 rte de Saint Simon 31100 TOULOUSE
Contenance totale de 5.554 m²

MISE A PRIX : 200.000 €
avec faculté de baisses successives

Il est recommandé aux futurs enchérisseurs de consulter le cahier des conditions de la vente déposé au Greffe aux jours et heures prévus à cet effet (RG 15/00403) sur le site info-encheres.com. Visite par huissier le 1er juin 2016 de 11.00 à 12.00
82621



Cabinet CAMILLE & ASSOCIÉS
Société d'Avocats
42, rue des Filatiers, 31000 TOULOUSE
Tél : 05.61.55.39.39
Fax : 05.61.32.60.41

À VENDRE AUX ENCHERES PUBLIQUES

PALAIS DE JUSTICE
2 ALLEES JULES GUESDE
31000 TOULOUSE
JEUDI 26 MAI 2016 à 14 H
Au Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE

PARCELLES DE TERRES AGRICOLES
situées à SAINT FELIX DE LAURAGAIS (31540)
Lieudit "La Plane"
Le tout en un seul lot

MISE À PRIX : 10.000 Euros

Le Cahier des Conditions de Vente contenant les clauses et conditions de la vente peut être consulté au Cabinet de l'avocat poursuivant ou Greffe du Juge de l'Exécution, Tribunal de Grande Instance de TOULOUSE, aux jours et heures prévus à cet effet : rôle n° 15/00074 et sur Internet : www.info-encheres.com
Visite libre.
Seuls les Avocats au Barreau de Toulouse peuvent soutenir les enchères.
82625



DECKER & ASSOCIES
Cabinet d'avocats
14 rue A. Fourtanier 31071 TOULOUSE CEDEX 7 - Tél : 05.61.21.96.84 Fax : 05.61.23.35.81

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUR SURENCHERE

AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TOULOUSE
2 Allées Jules Guesde
LE JEUDI 9 JUIN 2016 A 14 HEURES

Ensemble de 6 logements inachevés
Chemin de la garrigue
LIEUDIT CAMP DEL REY
31620 CASTELNAU D'ESTRETEFONDS

MISE A PRIX : 275.000 €

Il est recommandé aux futurs enchérisseurs de consulter le cahier des conditions de la vente déposé au Greffe aux jours et heures prévus à cet effet (RG 15/00327) sur le site info-encheres.com. Visite libre sur place.
82622



SCP MOUNIELOU, Avocat
2 Place du Capitaine Gessé
31800 SAINT GAUDENS Tél. 05 62 00 88 77

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le VENDREDI 27 MAI 2016 à 9 H
à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Saint Gaudens, Place du Palais

Une maison d'habitation
à BEAUCHALOT (HG)
7 rue des Canilots, lieudit "Le Village", Cadastree Section AB n° 338 pour une
contenance de 27 a 35 ca

MISE À PRIX : 70.000 euros

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Saint Gaudens (RG n° 16/00193) ou au Cabinet de l'avocat du poursuivant.
Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat du Barreau de Saint Gaudens.
82657



SCP GEORGEL-PADILLA-LECLERCQ-ALONSO
Huissiers de Justice Associés
17 Avenue ANSELME ARRIEU
31600 SAINT-GAUDENS
Tel 05.61.89.24.79.

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

LE VENDREDI 22 AVRIL 2016
DEBUT DE LA VENTE
A 14H30
SUR PLACE 23 RUE DE LA REPUBLIQUE à 31800 SAINT GAUDENS

1 LICENCE IV
LOT DE TASSES - PICHETS - VERRES
1 TIREUSE EN PORCELAINE BLEUE AVEC MOTEUR
1 MACHINE A GLAÇONS
TABLES & CHAISES
1 COMPTOIR INOX FRIGO AVEC MOTEUR
ENLEVEMENT IMMEDIAT
LISTE NON EXHAUSTIVE
LA VENTE SE FERA AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR
FRAIS 14.40% TTC PAIEMENT AU COMPTANT
82671



toulouse
métropole

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Plan LOCAL D'URBANISME DE toulouse métropole, commune DE TOULOUSE
Projet de 1ère Modification
Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de TOULOUSE, sera ouverte :
du lundi 09 mai 2016 au jeudi 09 juin 2016 à 18h00 inclus
Le projet de modification du PLU soumis à enquête porte notamment sur les points suivants :
- Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Duflot (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application,
- Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM8 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants,
- Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation,
- Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat,
- Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilhemery, ainsi que dans les centralités de Lalande, Pouvoirville et Pont des Demoiselles,
- Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme,
- Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L.151-41 du Code de l'Urbanisme),
- Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AU0 située chemin des Carmes dans le secteur de Malépre,
- Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Ducuing, CHU... et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordeblanche, Izards Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.
- Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Carmes
- Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vénasque, boulevard Eisenhower...)
- Intégrer un nouveau zonage NG pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne,
- Corriger les erreurs matérielles,
- Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.
A cet effet, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame Sabine NASCINGUERRA en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires titulaires et Monsieur Marc CHOUCAVY en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public :
- Pour Toulouse Métropole et Ville de Toulouse : à l'accueil principal de Toulouse Métropole, 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 - Métro ligne A, station Marengo, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, à l'exception du lundi 16 mai 2016 férié.
Pendant toute la durée de cette enquête publique, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à Madame la Présidente de la Commission d'Enquête - Toulouse Métropole, Domaine de la Planification et de la Programmation - 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.
Le public aura la possibilité de rencontrer Madame la Présidente de la Commission d'Enquête au siège de Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - Toulouse, salle d'enquête publique :
Mercredi 11 mai 2016 de 09h00 à 12h00
Mardi 17 mai 2016 de 09h00 à 12h00
Vendredi 20 mai 2016 de 09h00 à 12h00
Vendredi 03 juin 2016 de 14h00 à 17h00
Lundi 06 juin 2016 de 14h00 à 18h00
L'avis au public et le dossier de projet de modification du PLU sont consultables sur les sites Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Mairie de Toulouse (www.toulouse.fr).
Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr).
A l'expiration du délai d'enquête, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête transmettra le rapport d'enquête et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Toulouse Métropole et copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en adressera une copie à Monsieur le Maire de Toulouse et à Monsieur le Préfet.
Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, au Domaine de la Planification et de la Programmation, au siège de Toulouse Métropole (6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5) de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site Internet de Toulouse Métropole.
82693

Avis administratifs Haute-Garonne



PRÉFET DE L'AUDE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

portant sur la demande de permis de construire n° 011 181 12D0003, sollicitée par la société CAP VERT SOLAIRENERGIE LABECEDE, en vue de l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance supérieure à 250 kWc située sur la commune de LABECEDE-LAURAGAIS (Sieu-dit "Capellanié - La Carrière")

Le préfet de l'Aude informe les personnes intéressées qu'une enquête publique portant sur le permis de construire susvisé, auquel sont annexés une étude d'impact sur l'environnement, son résumé non technique et l'avis de l'autorité environnementale, se déroulera du Jeudi 26 mai 2016 au Mardi 28 juin 2016 inclus, soit 34 jours, à la mairie de Labécède-Lauragais, siège de l'enquête.

Pour diligenter cette enquête, M. Claude CRIADO, a été désigné commissaire enquêteur, par décision n° E16000036/34 du 10 mars 2016 de Mme le président du tribunal administratif de Montpellier.

Pendant la durée de l'enquête, un dossier et un registre d'enquête seront tenus à la disposition du public, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre ouvert à cet effet en mairie de Labécède-Lauragais, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Les éventuelles observations écrites pourront également être adressées au commissaire enquêteur pendant la durée de l'enquête à la mairie de LABECEDE-LAURAGAIS.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Labécède-Lauragais les :

- jeudi 26 mai 2016 de 9h00 à 12h00
- mardi 14 juin 2016 de 9h00 à 12h00
- mardi 28 juin 2016 de 9h00 à 12h00

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci auprès de la préfecture de l'Aude (direction des collectivités et du territoire - bureau de l'administration territoriale) aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement.

Le projet a fait l'objet d'une étude d'impact prévue par les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du code de l'environnement ; celle-ci est jointe au dossier d'enquête publique ainsi que son résumé non technique. Le dossier de permis de construire et l'étude d'impact ont été transmis à M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon en tant qu'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, qui a émis un avis le 30 octobre 2015, joint au dossier d'enquête.

L'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale sont consultables à la préfecture (direction des collectivités et du territoire - bureau de l'administration territoriale) aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement.

Pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public en mairie de Labécède-Lauragais et à la préfecture de l'Aude, aux jours et heures habituels d'ouverture et sur rendez-vous uniquement, et publiés sur le site Internet des services de l'Etat dans l'Aude : <http://www.aude.pref.gouv.fr/> (publications - rapports et conclusions des commissaires enquêteurs) Les personnes intéressées pourront en obtenir copie, à leurs frais, en adressant leur demande écrite au préfet de l'Aude (direction des collectivités et du territoire - bureau de l'administration territoriale).

La personne responsable du projet auprès desquelles des informations peuvent être demandées est Monsieur Vincent BOURLAOUEN - CAP VERT SOLAIRENERGIE SAINT PAULET - (04 91 37 39 15 - 07 62 17 64 04 - mël : vincent.bourlaouen@capvertenergie.com) - 4, place Sadi Carnot 13 002 MARSEILLE

L'autorité compétente pour prendre la décision sur le permis de construire est le préfet de l'Aude. La décision qui pourra être adoptée au terme de l'enquête sera soit un arrêté accordant le permis de construire avec ou sans prescription, soit un arrêté refusant le permis de construire, soit un arrêté portant sursis à statuer ou un refus tacite en cas de silence gardé au terme du délai de deux mois mentionné à l'article R.423-32 du code de l'urbanisme.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Labécède-Lauragais, à la préfecture de l'Aude et à la direction départementale des territoires et de la mer, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du bureau de l'administration territoriale
Sylvie ESPUGNA

83002

toulouse
métropole

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Plan LOCAL D'URBANISME DE Toulouse métropole, commune DE TOULOUSE

Projet de 1ère Modification

Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de TOULOUSE, sera ouverte : du lundi 09 mai 2016 au jeudi 09 juin 2016 à 18h00 inclus

Le projet de modification du PLU soumis à enquête porte notamment sur les points suivants :

- Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Duflo (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application,
- Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM8 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants,
- Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation,
- Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat,
- Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilhemery, ainsi que dans les centralités de Lalande, Pouvourville et Pont des Demolselles,
- Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme,
- Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L.151-41 du Code de l'Urbanisme),
- Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AU0 située chemin des Carmes dans le secteur de Malepère,
- Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Douching, CHU..., et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordeblanche, Izers Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.
- Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Carmes
- Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vénasque, boulevard Eisenhower...)
- Intégrer un nouveau zonage NG pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne,
- Corriger les erreurs matérielles,
- Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame Sabine NASCINGUERRA en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires titulaires et Monsieur Marc CHOUCAVY en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public :

- Pour Toulouse Métropole et Ville de Toulouse : à l'accueil principal de Toulouse Métropole, 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 - Métro ligne A, station Marengo, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, à l'exception du lundi 16 mai 2016 férié.

Pendant toute la durée de cette enquête publique, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à Madame la Présidente de la Commission d'Enquête - Toulouse Métropole, Domaine de la Planification et de la Programmation - 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.

Le public aura la possibilité de rencontrer Madame la Présidente de la Commission d'Enquête au siège de Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - Toulouse, salle d'enquête publique :

Mercredi 11 mai 2016 de 09h00 à 12h00

Mardi 17 mai 2016 de 09h00 à 12h00

Vendredi 20 mai 2016 de 09h00 à 12h00

Vendredi 03 juin 2016 de 14h00 à 17h00

Lundi 06 juin 2016 de 14h00 à 18h00

L'avis au public et le dossier de projet de modification du PLU sont consultables sur les sites Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Mairie de Toulouse (www.toulouse.fr).

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr).

A l'expiration du délai d'enquête, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête transmettra le rapport d'enquête et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Toulouse Métropole et copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en adressera une copie à Monsieur le Maire de Toulouse et à Monsieur le Préfet.

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, au Domaine de la Planification et de la Programmation, au siège de Toulouse Métropole (6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5) de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site internet de Toulouse Métropole.

82685

Ne ratez plus un appel d'offres !

Abonnez-vous,

et accédez gratuitement à l'ensemble
des résumés des appels d'offres de la région

Procédures adaptées Haute-Garonne



AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Identification de la Collectivité qui passe le marché :

Mairie de LABASTIDE-SAINT-SERNIN 31620, 17, rue Jean Pascal
Tél. 05.61.84.95.05 - Fax 05.61.84.41.89.

Adresse-mail : mairie.labastidesaintsernin@wanadoo.fr

Procédure de passation :

Procédure adaptée selon l'Article 30 du Code des Marchés Publics

Objet du Marché :

Gestion et Animation d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement, d'un Centre d'Animation Jeunesse et d'un Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole

Date prévisionnelle de début des prestations : 01 Septembre 2016

Justificatifs à produire quand aux qualités et capacités du candidat :

Pièces déterminées aux Articles 45 et 46 du Code des Marchés Publics DC1 et DC2

Critères d'attribution :

- valeur technique, notamment organisation et qualité du service, références des intervenants et personnel mis à disposition : 40%

- prix des prestations : 40%

- valeur du projet pédagogique : 20%

Délai minimum de validité des offres :

120 jours à compter de la date de réception des offres

Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation :

Mairie de LABASTIDE-SAINT-SERNIN 31620, 17, rue Jean Pascal

Date limite de réception des offres :

Le Mardi 31 Mai 2016 à 18 heures

Adresse pour renseignements :

Monsieur le Maire de LABASTIDE-SAINT-SERNIN 31620, 17, rue Jean Pascal, Tél. 05.61.84.95.05.

Date d'envoi de l'avis à la publication :

Le 03 Mai 2016

83026

Le Maire, Bertrand SARRAU

AVIS D'APPEL A CONCURRENCE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Objet : Gestion de la piscine d'Aurignac pour la saison 2016 sur les périodes suivantes :

- juin : les week-ends (à compter du 06 juin)

- juillet : entier

- août : entier (jusqu'au 31)

Définition des tâches : - Gestion des entrées (produit au bénéfice du gérant sur tarif fixé par la Communauté de Communes.)

- Gestion de la buvette (produit au bénéfice du gérant - tarif libre)

- Entretien des espaces verts, des parties communes et des plages suivant le cahier des charges qui sera fourni au demandeur.

Montant du loyer : 14 000 €.

Envoi des candidatures : Par courrier, fax ou courriel à la Communauté de Communes des Terres d'Aurignac - 31420 AURIGNAC

Tél : 05-61-98-73-40 Fax : 05-61-98-72-54

Courriel : cc.aurignac@orange.fr

Contacteur Mme Nicole DORO, DGS.

Date limite de dépôt des candidatures : 20 mai 2016.

Date d'envoi de l'avis : 02 mai 2016.

83025



209851

toulouse
métropole

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : TOULOUSE METROPOLE
Correspondant : M. le Président, 1 place de la Légion d'Honneur BP 35821, 31505 Toulouse cedex 5, tél. : 05 61 91 72 00, télécopieur : 05 62 27 65 42, courriel : marchespublics@toulouse-metropole.fr, adresse internet : <http://www.achatpublic.com>, adresse internet du profil acheteur : <https://www.achatpublic.com/scdm/enl/gon/index.jsp>
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs
Principale(s) Activité(s) de l'entité adjudicatrice :

• Eau
Objet du marché : TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SURPRESSEURS DE BALMA - AUFRERY - 15M223PA - BR/AM

Ce marché est conforme au dispositif d'expérimentation MPS (Marché Public Simplifié), et permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET. Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisée.

Dans le cadre du dispositif MPS, la signature de l'offre n'est pas recueillie dès le stade de la remise de l'offre électronique. Cependant, l'acte d'engagement devra être signé électroniquement pour formaliser l'offre du retenu, c'est pourquoi nous vous conseillons de le signer si vous disposez dès à présent du certificat électronique. Dans le cas contraire, vous serez sollicité afin d'accomplir cette formalité si votre offre est retenue à l'issue de l'analyse des offres.

Type de marché de travaux : exécution
Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

• Objet principal : 45232162

Lieu d'exécution et de livraison : Commune de Balma - (31), Avenue Raymond Poincaré, château d'eau
Code NUTS : FR623

Type de procédure : Procédure adaptée

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

• Valeur technique (50 %)
• Prix des prestations (50 %)
• Pas d'enchère électronique

Attributions du marché :

Résultat du marché :

Attribué à un titulaire / organisme

Intitulé du marché : TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SURPRESSEURS DE BALMA - AUFRERY

Informations complémentaires sur le lot : DATE DE SIGNATURE DU MARCHÉ : LE 29 MARS 2016

date d'attribution : 12 avril 2016

Titulaire du marché ou du lot : HYDRO ELEC SERVICES, Aux Cepéras, 32200 ESCORNBOEUR

Montant du marché ou niveau des offres :

Montant (HT) : 41687 euros (Euros)

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 Toulouse, tél. : 05 62 73 57 57, télécopieur : 05 62 73 57 40, courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : TOULOUSE METROPOLE

- Direction de la Commande Publique, 6, rue René Leduc BP 35821, 31505 Toulouse cedex 5, courriel : secretariatcommandepublique@toulouse-metropole.fr

Date d'envoi à la publication : 13 avril 2016

209858

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Direction départementale des territoires
Service environnement eau et forêt
Unité des procédures environnementales

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 23 Mars 2016 une enquête publique d'une durée de 36 jours à dater du 21 avril 2016 à 9h jusqu'au 26 mai 2016 à 17h, a été ordonnée sur la demande présentée par la société SABLIERES MALEI, en vue d'obtenir l'autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière de sables et graviers à CAZERES, ainsi que l'exploitation d'installations de criblage-concassage et de transit, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un exemplaire du dossier comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé dans les mairies de Cazères, Lavelanet-de-Comminges, Saint-Julien-Sur-Garonne, Le Fousseret, Gensac Sur Garonne, Saint-Christaud, Couladère, Palaminy et Mondavezan, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

A compter de l'ouverture de l'enquête publique le dossier, dans son intégralité, sera téléchargeable sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

M René RODIER a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de Cazères, afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

• Jeudi 21 avril 2016 de 9h à 12h
• Samedi 30 avril 2016 de 9h à 12h
• Mardi 10 mai 2016 de 9h à 12h
• Jeudi 19 mai 2016 de 13h30 à 17h
• Jeudi 26 mai 2016 de 13h30 à 17h

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés, à la mairie de Cazères, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de Cazères.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Cazères, Lavelanet-de-Comminges, Saint-Julien-Sur-Garonne, Le Fousseret, Gensac-Sur-Garonne, Saint-Christaud, Couladère, Palaminy et Mondavezan, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site internet de la Préfecture.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

210127

AVIS AU PUBLIC
ENQUETE PUBLIQUE

Commune de MONTPILOT
Par arrêté n° 2016/06/01 du 15 avril 2016

Le Maire de MONTPILOT a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

A cet effet,

Monsieur François BOUDIN Ingénieur retraité, a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif ainsi que Monsieur Jean-Marie ALVERNIHE, cadre du groupe La Poste en retraite, en qualité de suppléant.

L'enquête se déroulera à la mairie de MONTPILOT du jeudi 12 mai 2016 au lundi 13 juin 2016, aux jours et heures habituelles d'ouverture, où chacun pourra prendre connaissance du dossier et pourra faire part de ses observations soit en les consignait sur le registre d'enquête, soit en les adressant par écrit au commissaire enquêteur à la Mairie de MONTPILOT. Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leur frais.

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de MONTPILOT :

- lundi 12 mai 2016 de 14h30 à 17h00
- jeudi 26 mai 2016 de 14h30 à 17h00
- lundi 13 juin 2016 de 14h30 à 18h30

Son rapport et ses conclusions, transmis au maire seront tenus à la disposition du public à la mairie de MONTPILOT pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Le Maire, Thierry AURIOL

D-209955

MAIRIE DE TOULOUSE**toulouse**
métropole**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Plan LOCAL D'URBANISME DE toulouse métropole,
commune DE TOULOUSE
Projet de 1ère Modification

Monsieur le Président de Toulouse-Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de TOULOUSE, sera ouverte :

du lundi 09 mai 2016 au jeudi 09 juin 2016 à 18h00 inclus

Le projet de modification du PLU soumis à enquête porte notamment sur les points suivants :

• Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Duflo (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application.

• Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM3 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants.

• Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation.

• Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat.

• Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilhemery, ainsi que dans les centralités de Lalande, Pouyrouville et Pont des Demoiselles.

• Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme.

• Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L 151-41 du Code de l'Urbanisme).

• Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AU0 située chemin des Carmes dans le secteur de Malpère.

• Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Ducuing, CHU..., et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordablanche, Izards Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.

• Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Carmes

• Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vénasque, boulevard Eisenhower...)

• Intégrer un nouveau zonage NC pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne.

• Corriger les erreurs matérielles.

• Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame Sabine NASCINGUERRA en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires titulaires et Monsieur Marc CHOUCAVY en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public :

• Pour Toulouse Métropole et Ville de Toulouse : à l'accueil principal de Toulouse Métropole, 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 - Métro ligne A, station Marengo, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00, à l'exception du lundi 16 mai 2016 férié.

Pendant toute la durée de cette enquête publique, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à Madame la Présidente de la Commission d'Enquête - Toulouse Métropole, Domaine de la Planification et de la Programmation - 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.

Le public aura la possibilité de rencontrer Madame la Présidente de la Commission d'Enquête au siège de Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - Toulouse, salle d'enquête publique :

• Mercredi 11 mai 2016	de 09h00 à 12h00
• Mardi 17 mai 2016	de 09h00 à 12h00
• Vendredi 20 mai 2016	de 09h00 à 12h00
• Vendredi 03 juin 2016	de 14h00 à 17h00
• Lundi 06 juin 2016	de 14h00 à 18h00

L'avis au public et le dossier de projet de modification du PLU sont consultables sur les sites Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Mairie de Toulouse (www.toulouse.fr).

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr).

A l'expiration du délai d'enquête, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête transmettra le rapport d'enquête et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Toulouse Métropole et copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adressera une copie à Monsieur le Maire de Toulouse et à Monsieur le Préfet.

Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, au Domaine de la Planification et de la Programmation, au siège de Toulouse Métropole (6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5) de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site internet de Toulouse Métropole.

209960

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Direction départementale des territoires
Service environnement eau et forêt
Unité des procédures environnementales

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 22 Mars 2016 une enquête publique d'une durée de 33 jours à dater du 21 avril 2016 à 9h jusqu'au 23 mai 2016 à 17h, a été ordonnée sur la demande présentée par la société DRAGAGES GARONNAIS, en vue d'obtenir l'autorisation de modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière de calcaire à LATOUE, ainsi que l'exploitation d'une installation de criblage-concassage, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un exemplaire du dossier comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé dans les mairies de Latoue, Aulon, Sepx, Castillon-Saint-Martyr, Saint-Médard, Savathes, Landorthe, Lieoux, Saint-Gaudens, Saux-et-Pomarède, Larcen, et Saint-Marcet, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

A compter de l'ouverture de l'enquête publique le dossier, dans son intégralité, sera téléchargeable sur le site internet de la préfecture à l'adresse :

<http://www.haute-garonne.gouv.fr>

M Guy MARTIN a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de LATOUE, afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

• Jeudi 21 avril 2016 de 9h à 12h
• Lundi 25 avril 2016 de 14h à 17h
• Jeudi 12 mai 2016 de 9h à 12h
• Jeudi 19 mai 2016 de 9h à 12h
• Lundi 23 mai 2016 de 14h à 17h

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés, à la mairie de LATOUE, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de LATOUE.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de Latoue, Aulon, Sepx, Castillon-Saint-Martyr, Saint-Médard, Savathes, Landorthe, Lieoux, Saint-Gaudens, Saux-et-Pomarède, Larcen, et Saint-Marcet, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site internet de la Préfecture.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

209996

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Direction départementale des territoires
Service environnement eau et forêt
Unité des procédures environnementales

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 11 avril 2016, une enquête publique d'une durée de 33 jours à dater du mardi 17 mai 2016 à 9h jusqu'au samedi 18 juin 2016 à 11h30, a été ordonnée sur la demande présentée par la société MIDI PYRENEES GRANULATS, en vue d'obtenir l'autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière de sables et graviers à CAPENS, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un exemplaire du dossier comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé dans les mairies de CAPENS, LAVERNOSE-LACASSE, NOË, MONTAUT, MARQUEFAVE, CARBONNE, PEYSSES, LONGAGES, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

A compter de l'ouverture de l'enquête publique le dossier, dans son intégralité, sera téléchargeable sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

M Michel BUSQUERE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de CAPENS, afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- Mardi 17 mai 2016 de 9h à 12h
- Jeudi 26 mai 2016 de 9h à 12h
- Mardi 7 juin 2016 de 9h à 12h
- Samedi 18 juin 2016 de 9h à 11h30

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés, à la mairie de CAPENS, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de CAPENS.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de CAPENS, LAVERNOSE-LACASSE, NOË, MONTAUT, MARQUEFAVE, CARBONNE, PEYSSES, LONGAGES, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site internet de la Préfecture.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

D-209865

COMMUNE DE REVEL

La ville de Revel a engagé, par arrêté du Maire n° 2015.402.AG, du 18 décembre 2015, la première modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19 juin 2013.

L'objet de cette modification consiste uniquement en l'adaptation des modalités d'implantation des constructions dans la zone industrielle de la Pomme.

Le dossier présentant le projet de modification simplifiée sera mis à la disposition du public, afin qu'il puisse formuler ses observations, au service urbanisme, aux jours et heures ouvrables, pendant un mois du lundi 2 mai jusqu'au mercredi 1er juin. Le dossier est également consultable sur le site internet de la commune : www.mairie-revel.fr et les observations peuvent être adressées au Maire par courrier ou par mail à l'adresse : modifPLU@mairie-revel.fr, avec pour objet « 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme ».

A l'issue de cette consultation, le dossier éventuellement modifié sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

210220

**PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE**

Direction départementale des territoires
Service environnement eau et forêt
Unité des procédures environnementales

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 11 AVR 2016 une enquête publique d'une durée de 33 jours à dater du mardi 17 mai 2016 à 9h jusqu'au samedi 18 juin 2016 à 11h30, a été ordonnée sur la demande présentée par la société MIDI PYRENEES GRANULATS, en vue d'obtenir l'autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière de sables et graviers à CAPENS, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un exemplaire du dossier comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé dans les mairies de CAPENS, LAVERNOSE-LACASSE, NOË, MONTAUT, MARQUEFAVE, CARBONNE, PEYSSES, LONGAGES, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

A compter de l'ouverture de l'enquête publique le dossier, dans son intégralité, sera téléchargeable sur le site internet de la préfecture à l'adresse : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

M Michel BUSQUERE a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il assurera une permanence effective à la mairie de CAPENS, afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- Mardi 17 mai 2016 de 9h à 12h
- Jeudi 26 mai 2016 de 9h à 12h
- Mardi 7 juin 2016 de 9h à 12h
- Samedi 18 juin 2016 de 9h à 11h30

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés, à la mairie de CAPENS, pour y consigner les observations relatives au projet.

Toutes remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de CAPENS.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de CAPENS, LAVERNOSE-LACASSE, NOË, MONTAUT, MARQUEFAVE, CARBONNE, PEYSSES, LONGAGES, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site internet de la Préfecture.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.



Pour l'année 2016, le prix de la ligne, exprimé en hors taxes est de 1,80 euros du mm; la TVA est de 20 %.

VOIX DU MIDI
TOULOUSE

vous propose l'établissement rapide d'un devis, transmis :
- par fax : 0 826 39 00 13
- ou e-mail : legales2-sepr@orange.fr

D 211680

Aux termes d'un acte sous seing privé à Toulouse en date du 03/05/2016, il a été constitué une société par actions simplifiée à capital variable présentant les caractéristiques suivantes: Dénomination: WICAP FIBANDCO 4; Siège social: 3 avenue Didier Daurat 31400 TOULOUSE; Durée: 99 ans à compter de sa date d'immatriculation au RCS de Toulouse; Capital initial: 100 euros; capital minimum 100 euros; Objet: la prise de participations au capital de la société FIB & CO, RCS Fort de France B 510 411 089; Exercice du droit de vote: Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives sur justification de son identité. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent; Agrément: Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément du président: Président pour une durée illimitée: Nicolas FOREY cemeur au 39 rue de Crequi 69006 LYON.

211681

FIDAL
SOCIÉTÉ D'AVOCATS
9 Avenue Parmentier, Toulouse

DISSOLUTION

GA HOLDING SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 72.000 euros
Siège social: 8 Chemin de la
Terrasse 31500 TOULOUSE
441 451 770 RCS TOULOUSE

Par décision du 15 avril 2016, la société GA Investment S.à.r.l. société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital de 12.600 euros, dont le siège social est situé 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B36918, en sa qualité d'associé unique de la société GA HOLDING SAS, a décidé, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil, la dissolution par confusion de patrimoine et sans liquidation de la société GA HOLDING SAS par la transmission universelle de son patrimoine à la société GA Investment S.à.r.l. Conformément aux dispositions de l'article 1844-5, alinéa 3 du code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les créanciers de la société GA HOLDING SAS peuvent faire opposition à la dissolution dans un délai de 30 jours à compter de la publication du présent avis. Les oppositions devront être présentées devant le Tribunal de Commerce du lieu du siège social de la société GA HOLDING SAS. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE. Pour avis.

211688

FIDAL
Société d'Avocats
17, rue Léon Blum
81100 CASTRES

SOCIÉTÉ
HYDROELECTRIQUE
D'AYDIUS - S.H.A.
Société par actions simplifiée
au capital de 600 000 euros
Siège social : 67 Rue du Picon
31800 SAINT GAUDENS
RCS TOULOUSE 409 900 529

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 mai 2016 :

• Le siège social a été transféré au « 1 bis, avenue de la Méditerranée - 81240 SAINT AMANS SOULT », à compter du 4 mai 2016. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 409 900 529 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de CASTRES. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE. Pour avis.

Par arrêté préfectoral

VOIX DU MIDI
TOULOUSE

est habilitée à publier les
ANNONCES
JUDICIAIRES ET
LÉGALES
pour l'ensemble du
Département
de la Haute-Garonne

211687

FIDAL

Société d'Avocats
17, rue Léon Blum
81100 CASTRES

IBBA INVEST
Société par actions simplifiée
au capital de 50 000 euros
Siège social : 67 Rue du Picon
31800 SAINT GAUDENS
RCS TOULOUSE 789 375 292

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 mai 2016, le siège social a été transféré au « 1 bis, avenue de la Méditerranée - 81240 SAINT AMANS SOULT », à compter du 4 mai 2016. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 789 375 292 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de CASTRES. Mention sera faite au RCS de TOULOUSE. Pour avis.

Annonces légales
Un service
à votre service



Christine LOITIERE
Catherine PUECH

08 26 39 00 12
0,15 euro/min

D 211682

Il a été constitué une SAS dénommée : SAS FLO AUTOMOBILE. Siège social : 187 bis avenue des Etats Unis 31200 Toulouse. Capital : 1000 Euros. Objet : achat, vente, réparation de véhicules d'occasion. Président : COUF PATRICK, 5 RUE DES COQUELICOTS 62000 MONTAUBAN. Directeur général : KHARACI ABDELKADER, 102 AVENUE DE CASTRES 31500 Toulouse. Admission aux assemblées : tout actionnaire peut participer aux assemblées. Les actions sont librement transférables. Durée : 99 ans. RCS Toulouse.

D 211573

Avis de constitution: Forme : Sarl. Dénomination : Sarl Carrosol 31. Capital : 200 Euros. Siège : 6 rue Vincent Van Gogh apt 7, 31100 Toulouse. Objet : Carrelage. Gérant: Mme Yurekseven Suray demeurant 6 rue Vincent Van Gogh apt 7, 31100 Toulouse. Durée : 99 ans. RCS Toulouse.

211579

ALFAM
SAS au capital de 50.000 Euros
10, route de Goyrans
Lot 5 les Hauts de l'Ariège
31120 LACROIX-FALGARDE
811 561 141 RCS TOULOUSE

Par décisions en AGO du 05 mai 2016, Mr ALAUX Jean-Claude, domicilié au 10 route de Goyrans Lot 5 les Hauts de l'Ariège 31120 Lacroix-Falgarde, a été nommé Président à compter du 05 mai 2016 en remplacement de Mme CHAO Maria. Par la même assemblée, Mme CHAO Maria, domiciliée au 10 route de Goyrans Lot 5 les Hauts de l'Ariège 31120 Lacroix-Falgarde, a été nommée Directrice Générale de la société.

Décision en AGE du 05 mai 2016: augmentation du capital social d'une somme de 50.000 Euros par création de 5.000 actions nouvelles de 10 Euros de valeur nominale chacune pour le porter de 50.000 à 100.000 Euros. Le capital social est fixé à la somme de 100.000 Euros. L'article 8 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis.

R 211580

Aux termes d'un acte SSP en date du 19/01/2016 il a été constituée une société Dénomination sociale : LA MER A BOIRE. Siège social : 21 RUE D'AUCH, 31770 COLOMIERS. Forme : SARL. Capital : 1000 Euros. Objet social : Service de restauration, bars, traiteurs. Restauration sur place et à emporter. Achat, vente et commercialisation de produits alimentaires. Gérance: Monsieur Vincent DECAMPS, 21 RUE D'AUCH, 31770 COLOMIERS. Durée: 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Annonces légales
Vous avez besoin d'un renseignement ?
Contactez le service Annonces légales
de notre journal
08 26 39 00 12
0,15 euro/min
ou par internet
legales2-sepr@orange.fr

Au service
des Professionnels
et
des Particuliers

D 211364

MAIRIE DE TOULOUSE
toulouse métropole

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Plan LOCAL D'URBANISME DE toulouse métropole,
Commune DE TOULOUSE
Projet de 1^{ère} Modification

Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de première modification du « Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de TOULOUSE, sera ouverte :

du lundi 09 mai 2016 au jeudi 09 juin 2016 à 18h00 inclus

Le projet de modification du PLU soumis à enquête porte notamment sur les points suivants :

- Prendre en compte les évolutions législatives de la loi ALUR, de la loi Dufout (25% de logements locatifs sociaux en 2025, suppression des règlements de lotissement, prise en compte des normes de stationnement pour le vélo...) et celles liées à la loi du 20 Décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, ainsi que son décret d'application;
- Procéder à des évolutions de zonage et créer deux nouveaux secteurs UM8 et UL11 dont les dispositions réglementaires visent à améliorer le cadre de vie des habitants;
- Procéder à une évolution des règles de stationnement à destination d'habitation;
- Modifier l'annexe du règlement ainsi que les documents graphiques relatifs à la diversité sociale de l'habitat;
- Poursuivre la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel, et particulièrement dans le secteur de Guilheméry, ainsi que dans les centralités de Lalande, Rouvrouville et Pont des Demoiselles;
- Procéder à des ajustements réglementaires mineurs permettant une clarification de la lecture de la règle d'urbanisme;
- Créer, modifier, supprimer des emplacements réservés et des servitudes pour équipements (au titre du L.151-41 du Code de l'Urbanisme);
- Ouvrir partiellement à l'urbanisation la zone AUO située chemin des Carmes dans le secteur de Malepère;
- Intégrer l'avancement des réflexions et études menées sur les projets urbains tels que ceux localisés clinique Pasteur, hôpital Joseph Ducloux, CHU... et de certaines orientations d'aménagement et de programmation (OAP) telles qu'Oasis, Bordeblanche, Izards Trois Cocus, Impasse des Arènes, Montaudran, Saint-Martin Rives du Touch, etc.
- Créer trois OAP nouvelles : Ramassiers, Cartoucherie, Chemin des Camas
- Ouvrir quelques zones économiques à de la mixité fonctionnelle (rue Jean Rodier, chemin de la Butte/Impasse Vanasque, boulevard Eisenhower...)
- Intégrer un nouveau zonage NG pour permettre la création de deux secteurs de taille et de capacités limitées (STECAL), afin de mettre en œuvre la réalisation de constructions sur l'île du Ramier issues du projet Grand Parc Garonne;
- Corriger les erreurs matérielles;
- Mettre à jour les annexes et les servitudes du Plan Local d'Urbanisme.

A cet effet, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Madame Sabine NASCINGUERRA en qualité de Présidente de la Commission d'Enquête, Messieurs Christian HENRIC et Christophe COUTET en qualité de commissaires titulaires et Monsieur Marc CHOUCAVY en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier de projet de modification du PLU ainsi qu'un registre d'enquête seront mis à disposition du public :

- Pour Toulouse Métropole et Ville de Toulouse : à l'accueil principal de Toulouse Métropole, 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 - Métro ligne A, station Marengo, du lundi au vendredi de 9h00 à 18h00, à l'exception du lundi 16 mai 2016 férié.
- Pendant toute la durée de cette enquête publique, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à Madame la Présidente de la Commission d'Enquête - Toulouse Métropole, Domaine de la Planification et de la Programmation - 6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5.
- Le public aura la possibilité de rencontrer Madame la Présidente de la Commission d'Enquête au siège de Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - Toulouse, salle d'enquête publique :

- Mercredi 11 mai 2016 de 09h00 à 12h00
- Mardi 17 mai 2016 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 20 mai 2016 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 03 juin 2016 de 14h00 à 17h00
- Lundi 06 juin 2016 de 14h00 à 18h00

L'avis au public et le dossier de projet de modification du PLU sont consultables sur les sites Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr) et de la Mairie de Toulouse (www.toulouse.fr).

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations par voie électronique sur le site Internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr). A l'expiration du délai d'enquête, Madame la Présidente de la Commission d'Enquête transmettra le rapport d'enquête et ses conclusions motivées à Monsieur le Président de Toulouse Métropole et copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif. Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole en adressera une copie à Monsieur le Maire de Toulouse et à Monsieur le Préfet. Le rapport et les conclusions seront tenus à la disposition du public, au Domaine de la Planification et de la Programmation, au siège de Toulouse Métropole (6, Rue René Leduc, BP35821 - 31505 Toulouse Cedex 5) de 9h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site Internet de Toulouse Métropole.

D 211508

Préfecture de la Haute-Garonne

Service du Pilotage et de la mutualisation interministériels

AVIS AU PUBLIC
COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AÉRODROME TOULOUSE-LASBORDES

La Préfecture de la Haute-Garonne communique : Par arrêté préfectoral du 18 avril 2016, le préfet de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne a renouvelé la composition de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome Toulouse-Lasbordes. Cet arrêté sera affiché durant un mois en mairies de Balma, Montrabé, Pin-Balma, Quint-Fonsegrives, Saint-Orens de Gameville et Toulouse et au siège de Toulouse Métropole. Cet arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département.

Signé : pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général, Stéphane DAGUIN

211360

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement eau et forêt
Unité des procédures environnementales

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 07 avril 2016, une enquête publique d'une durée de 33 jours à dater du 10 mai 2016 à 14h, jusqu'au 11 juin 2016 à 12h, a été ordonnée sur la demande présentée par M Thierry BOUYSSOU, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploitation d'un élevage d'une meute de chiens courants à LA-SALVETAT-LAURAGAIS, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un exemplaire du dossier comprenant une étude d'impact et l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement est déposé dans les mairies de LA-SALVETAT-LAURAGAIS, AURIAC-SUR-VENDINELLE et CARAMAN, où il pourra être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

A compter de l'ouverture de l'enquête publique le dossier, dans son intégralité, sera téléchargeable sur le site Internet de la préfecture à l'adresse : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Mme Claudette GROLLEAU a été désignée en qualité de commissaire enquêteur. Elle assurera une permanence effective à la mairie de LA-SALVETAT-LAURAGAIS, afin de recevoir les personnes qui jugeront utile de présenter des observations verbales les jours et heures suivants :

- Mardi 10 mai 2016 de 14h à 16h
- Mardi 18 mai 2016 de 14h à 16h
- Mardi 24 mai 2016 de 14h à 16h
- Mardi 31 mai 2016 de 14h à 16h
- Samedi 11 juin 2016 de 09h à 12h

Un registre à feuillets non mobiles sera mis à la disposition des intéressés, à la mairie de LA-SALVETAT-LAURAGAIS, pour y consigner les observations relatives au projet.

Les remarques ou réclamations pourront être également adressées par écrit pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur à la mairie de LA-SALVETAT-LAURAGAIS. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dans les mairies des communes de LA-SALVETAT-LAURAGAIS, AURIAC-SUR-VENDINELLE et CARAMAN, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne et sur le site Internet de la Préfecture.

A l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus, au vu des résultats de l'enquête publique et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

D 211361

COMMUNE DE REVEL

La ville de Revel a engagé, par arrêté du Maire n° 2015.402.AG, du 18 décembre 2015, la première modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19 juin 2013. L'objet de cette modification consiste uniquement en l'adaptation des modalités d'implantation des constructions dans la zone industrielle de la Pomme.

Le dossier présentant le projet de modification simplifiée sera mis à la disposition du public, afin qu'il puisse formuler ses observations, au service urbanisme, aux jours et heures ouvrables, pendant un mois du lundi 2 mai jusqu'au mercredi 1er juin. Le dossier est également consultable sur le site Internet de la commune : www.mairie-revel.fr et les observations peuvent être adressées au Maire par courrier ou par mail à l'adresse : modifPLU@mairie-revel.fr avec pour objet « 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme ».

A l'issue de cette consultation, le dossier éventuellement modifié sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

211651

Commune d'Issus

Par arrêté n°2016/12 en date du 10/05/2016, le Maire d'ISSUS a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU). A cet effet, Monsieur Jean-Louis DARDÉ, directeur d'hôpital honoraire, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif ainsi que Madame Chantal ELTZNER, retraitée de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera à la mairie d'ISSUS du 01/06/2016 au 04/07/2016 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture, où chacun pourra prendre connaissance du dossier et pourra faire part de ses observations soit en les consignant sur le registre d'enquête, soit en les adressant par écrit au commissaire-enquêteur à : Mairie d'ISSUS, 1 place de la Mairie 31160 ISSUS.

Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leurs frais.

Le commissaire-enquêteur recevra à la mairie d'ISSUS le mercredi 01/06/2016 de 9h à 13h, le vendredi 17/06/2016 de 9h à 13h et le lundi 04/07/2016 de 13h30 à 17h30.

Son rapport et ses conclusions, transmis au Maire, seront tenus à la disposition du public à la mairie d'ISSUS pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Le Maire, Bruno CAUBET

D 211622

COMMUNE DE ROQUES SUR GARONNE

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique sur le projet de la 4^{ème} révision du
Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté municipal n° 36/16-URB du 28 avril 2016, Le Maire de ROQUES SUR GARONNE a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de la 4^{ème} révision du Plan Local d'Urbanisme approuvé.

A cet effet, le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné : - M. CUSSAC Jean-Marc, gestionnaire immobilier, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et

- M. CALMELS Hubert, ingénieur génie-civil en retraite, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera à la mairie de Roques sur Garonne pendant trente-trois (33) jours consécutifs du 30 mai 2016 au 1^{er} juillet 2016 inclus aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du lundi au vendredi inclus et les samedis de 10h00 à 12h00.

Le dossier d'enquête et le registre d'enquête consultables aux heures d'ouverture des bureaux seront mis à la disposition du public.

Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leur frais. Elles pourront également le consulter sur le site Internet de la commune de Roques sur Garonne : www.mairie-roques-sur-garonne.fr

Le commissaire enquêteur recevra en mairie le lundi 30 mai 2016 de 9h00 à 12h00 - le mercredi 15 juin 2016 de 9h00 à 12h00 et le vendredi 01 juillet 2016 de 14h00 à 17h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification pourront être effectuées :

- soit sur le registre d'enquête déposé en mairie
- soit par voie postale à l'adresse suivante : Mairie de ROQUES SUR GARONNE - à l'attention de Monsieur le Commissaire enquêteur - place Jean JAURES 31120 ROQUES SUR GARONNE;
- soit par voie électronique, à l'adresse suivante : contact@mairie-roques.fr

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, dès qu'ils seront transmis en mairie.

Le Maire, Christian CHATONNAY



Annexe 4 :

**Plan de localisation des affichages sur la voie
publique
et
Certificats d’affichage**

Plan Local d'Urbanisme

Projet de MODIFICATION du PLU

Positionnement des panneaux d'affichage
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
de la Modification du Plan Local d'Urbanisme
de Toulouse

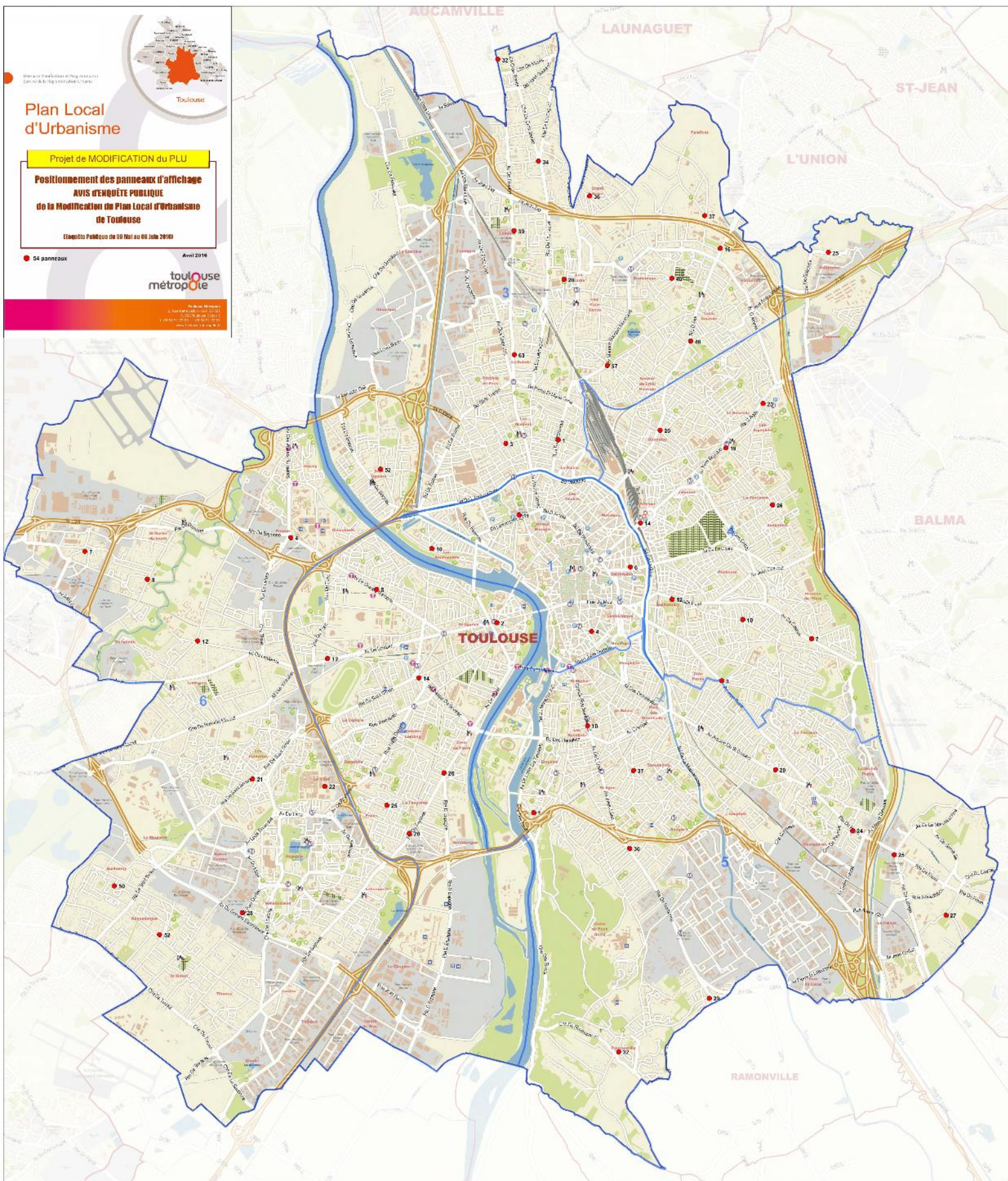
(Échéance Publique de 05 Mai au 05 Juin 2016)

● 54 panneaux

Avril 2016

toulouse
métropole

Toulouse Métropole
1 rue de la République 31000 TOULOUSE
Tél : 05 61 22 22 22
Fax : 05 61 22 22 22
www.toulouse-metropole.fr



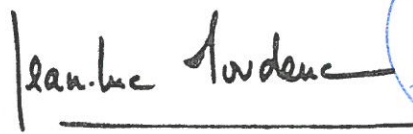

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Jean-Luc MOUDENC, Président de Toulouse Métropole, certifie que l’arrêté portant ouverture de l’enquête publique relative à la modification du Plan Local d’Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, en date du 13 avril 2016, a été affiché du 19 avril 2016 au 9 juin 2016 inclus, à la vue du public, au siège de Toulouse Métropole.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Toulouse, le 10 juin 2016

Le Président,

Jean-Luc MOUDENC

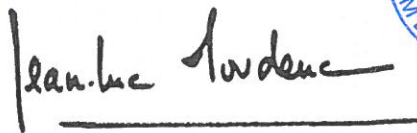
CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Jean-Luc MOUDENC, Président de Toulouse Métropole, certifie que l’avis de l’enquête publique, qui s’est déroulée du 9 mai 2016 au 9 juin 2016 à 18h00 inclus, relative au projet de 1^{ère} modification du Plan Local d’Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, a été affiché du 18 avril 2016 au 9 juin 2016 inclus, à la vue du public, au siège de Toulouse Métropole.

Fait pour servir et valoir ce que de droit

Toulouse, le 10 juin 2016

Le Président,



Jean-Luc MOUDENC



ATTESTATION FIN D'AFFICHAGE

Je soussigné Jean-Luc MOUDENC, Maire de la commune de Toulouse, atteste que :

- l'avis portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de 1ère modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

a été affiché, à la vue du public, du 18 avril au 9 juin 2016.

A Toulouse, le 10 JUIN 2016



Annexe 5 :
Lettre de non prolongation de l'enquête

Communiqué de la Commission en charge de l'enquête publique de la 1^{ère} modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole aux associations de quartier et aux particuliers intéressés par cette enquête

**Enquête publique relative à la 1^{ère} modification du PLU de Toulouse Métropole :
Maintien de la durée prévue initialement**

Dans le cadre de l'enquête publique concernant la première modification du PLU de Toulouse Métropole, 8 associations et comités de quartiers ont déposé des demandes de prolongation de l'enquête publique jusqu'à la durée maximale possible qui est de 60 jours.

La commission d'enquête apprécie l'implication des Toulousains dans la vie et l'évolution de leurs quartiers / de la ville, et félicite les associations pour le travail d'information qu'elles réalisent aussi bien auprès de leurs adhérents qu'auprès des élus et du service urbanisme de Toulouse Métropole : elles constituent un chaînon essentiel dans la démocratie locale et le développement durable de la ville. Leurs contributions dans le cadre d'une enquête publique vont au-delà de l'intérêt individuel et visent le bien-être général dans la cité. Elles possèdent une bonne connaissance de l'actuel PLU et elles ont généralement participé aux réunions de concertation préalable, ce qui leur permet de contribuer de manière constructive à la présente enquête publique.

La Commission d'enquête a été nommée par le Tribunal administratif mi-mars 2016, elle a pu prendre connaissance du dossier de modification du PLU à partir du 7 avril.

L'enquête publique a commencé le 9 mai, soit 32 jours plus tard, ce qui correspond à la durée prévue pour l'enquête publique. Contrairement aux associations de quartier qui disposent d'une très bonne connaissance des différentes pièces du PLU actuel, les trois membres de la commission d'enquête n'avaient aucune connaissance ni du PLU actuel ni du projet modificatif et ont dû s'imprégner de l'ensemble de ces documents avant le début de l'enquête, ce qui a été possible.

Bien que le dossier présenté à l'enquête soit volumineux – car chaque modification y est bien expliquée en détail - la commission considère que :

- étant donné qu'elle a pu prendre connaissance du PLU actuel et du projet modificatif dans un délai de 1 mois, les associations de quartier devraient être en mesure d'y parvenir également,
- la consultation de toutes les pièces du dossier étant possible 24 h/24 via le site internet de Toulouse Métropole, ce qui contribue à la bonne information du public et facilite l'analyse des différentes pièces,
- les modifications prévues dans le cadre de la présente enquête peuvent être appréhendées dans un délai inférieur à la durée de l'enquête comme le montrent les nombreuses contributions déposées dès les premiers jours d'enquête,
- il n'existe aucun élément ou difficulté particulière ne pouvant être analysé dans le délai d'un mois,
- un certain nombre de réunions a eu lieu en amont à la présente procédure et qu'une réunion supplémentaire d'information et d'échange avec le public ne semble pas nécessaire.

Pour ces raisons, une prolongation de l'enquête au-delà de la durée prévue initialement ne nous semble pas nécessaire. Par conséquent, la durée initiale est maintenue et l'enquête publique se terminera donc à l'issue d'une période de 32 jours, soit le 9 juin 2016 à 18 h. D'ici là, la Commission d'enquête invite le public à poursuivre activement sa participation.



Sabine Nascinguerra



Christian Henric



Christophe Coutet

Annexe 6 :

Tableaux d'identification des requêtes

Tableau 3-1 : Liste des requêtes par nom

Tableau 3-2 : Liste des requêtes par numéro

Avis au public et aux associations ayant participé à l'enquête

*Pour trouver la réponse à votre requête, veuillez d'abord consulter le chapitre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du rapport et la présente annexe 3 pour connaître l'identification de la requête, puis consulter les chapitres 5.1 / 5.2 / 5.3 du rapport pour prendre connaissance de la réponse de la collectivité et de l'examen qui en a été fait par la commission d'enquête.*

La recherche peut être facilitée en utilisant la version informatique du présent rapport (disponible sur le site internet de Toulouse Métropole) : après avoir identifié le numéro de la requête, il suffira de le rentrer dans le champ « rechercher » du lecteur de fichier.

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
W28	ABID Fredj et Kadja
W29	ABID Naima
W39	ABID Nourhane
F05	AGUILERA Blas président de l'Amicale de Vauquelin
D35	AIT-ALI Véronique et Mohamed
G03	AKNIN GUERMONT Sandrine
X67	ALIES Caroline
X63	AMBIB Louis (Président de l'association des riverains de la maison d'arrêt St-Michel et du Busca)
A16	AMEN Patrice – SCI MAGO – Co-gérant
D25	Anonyme (mail)
D09	Anonyme (mail)
Z12	APTEL Philippe
X41	ARA Max
Y05	ARADJ Malika
V10	ARMENGAUD Christian
Y53	ARNAL Jacques
W18	ARRES
X95	ASPE Marie-Aude
E22	ATH Jean-Louis
F62	AUBERT Catherine et Georges
W45	AUDAP André
V14	AUTHIE
F57	AUVRAY Françoise
V17	AUVRAY Françoise
Y12	AVEILLA Sébastien
Z27	AVERSENQ Philippe
A21	AVERSENQ-MALVAUX Françoise
W03	AZEMA Sébastien
F31	AZEMAR Chantal
C18	BACH Bastien
F07	BAGGI Serge, président du Comité des Quartiers des Minimes-Barrière de Paris
F18	BAILLADE -Société A.p.p.l.e promotion
F70	BAILLES Pierre pour le Comité de quartier Arènes St Cyprien
B38	BALLESTEROS Marc – Vinci Immobilier
Y16	BANUS Hervé
A42	BAQUE Jean-Claude
G36	BAQUE Jean-Claude
X33	BARADAT Yves
A15	BARBERO Thierry – Association Saint-Simon Environnement – Président
A35	BARBERO Th. – St-Simon Environnement
X43	BARBERO Th. – St-Simon Environnement
V13	BARBIER Estelle
B25	BARELLI Marine
A34	BARGIACCHI Didier – Association de Défense du Quartier de Lardenne – Président
C25	BARGIACCHI Didier – Association de Défense du Quartier de Lardenne – Président
V27	BARJOU Cédric
A03	BARON Patrick – Akérys Promotion
V01	BASSETTO (famille)
B51	BASSI Frédéric
Z50	BASSI
W08	BATTAGLIA Manon et Lola
D39	BAUX Kathleen - Présidente Agir pour les Oustalous
V24	BEAU Jacky
C07	BECHEAU Xavier (Président de la copropriété du 55 av Louis Bréguet)
Y47	BEHERAN Nicole
F09	BELAICH, SAINT-YRIEIX, VEYRAC, ALVANE, MOULERE, MASSON, ANDREAU, BEDOUCH, CARAYON
D02	BELDJOUDI Malik (président) et ROYNARD Pierre (représentant de la commission urbanisme)
V15	BELDJOUDI Malik et ROYNARD Pierre
V07	BENOIT Nadine PEREZ José
Z42	BERETTA Jacques (Association Bien Vivre au

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
	Grande Selve)
C29	BERNADETTE Laurent
Z32	Bernard FELIX (vice-président) Dominique LEGER (secrétaire) « Résidents du Pont des Demoiselles »
Z13	BERSAT Andrée
F02	BERTHELOT Jean André
G10	BERTRAND Dominique
Y28	BERTRAND Jean-Claude
C60	BERTY Laetitia
D44	BEYRIA Patrick
Z10	BEZ Patricia
W26	BEZARD Muriel et Alain
Y19	BIARGUES Patrice
X05	BINDER Claire
G17	BLACHIER Bertrand
A55	BLOC Alain
W19	BOITREL Florian
G34	BONAFE Laure
X21	BONNEFIS Carole
W20	BONNET Alain
D24	BONNET Anne
C56	BONNET Michel
F30	BONNET Jean-Christophe
Z44	BORY Aurélien (Compagnie 111)
G30	BOUDERUQUE Muriel
Z28	BOUE Gisèle
X89	BOUFFIL Nathalie
B47	BOURDIN
F41	BOURGOIN Celine
F40	BOURGOIN Olivier
B15	BOUSQUET Chantal
C37	BOUTHIER Fabienne
F56	BOUTIN Vincent
B22	BOUYER Bertrand
W05	BOUYER Stéphanie
V28	BOYER Eric
W40	BOYER Eric président de l'ASL Les Demeures de Lardenne
G14	BOYER Eric (Président de l'ASL Les Demeures de Lardenne)
W56	BRAGA Agnès
W55	BRAGA Arnaud
X51	BRAS Cécile
B31	BRAUD Sylvain
D01	BRAUD Sylvain
A33	BRAYDA Guillaume – Association de Sauvegarde des Intérêts de Saint-Martin du Touch – Président de la commission urbanisme
W64	BRESSO Christophe
Y02	BROMLEY Jack
B34	BRONDINO
X36	BROSSET Dominique (Association de Sauvegarde Brienne Bazacle Amidonniers)
E17	BROUDO
C05	BRUNEL Alain
C06	BRUNEL Alain
F01	BRUZAUT René
Z38	BUC Jean
C35	BUDGEN Mary
D42	BURAI Chantal
A29	BURG Anaïs – Architecte Libérale
Z22	BURTIN William
F24	CAIN Philippe
Y37	CALES Gilbert
C36	CALISE Denis
C59	CALISE Maryline
C34	CALMEJANE Séverine
X42	CALMETTES Henri et Roselyne
E16	CALVET Corinne
X86	CAMBEROQUE Nina
Y11	CAMPAN Christophe
W38	CAMPOY Isabelle

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
B01	CARASSO Nadine
G32	CARPE Jacques et COUDOUY Christine
Y65	CARPE Jacques et COUDOUY Christine
Y30	CARULLA Cyril
F43	CASSIN Anne
X62	CAUBE Nicolas
F51	CAUSSADE Cecile
B45	CAVALLI
X71	CAZABAN Sandrine
C14	CAZEAUX Nathalie et Laurent SCHWOERER
G18	CECILE Marie-Hélène
F14	CELY Bernard Association 2 pieds 2 roues
D16	CHAILLY Georges
W65	CHAMPION Jean-Bernard
F50	CHARMASSON Didier
Y21	CHAUSSENET
A20	CHAUSSENET Jean-Claude
B35	CHAUSSENET Jean-Claude
W51	CHAUVEY Claude
F37	CHEMIN Elisabeth
A41	CHEVALIER Catherine
G28	CHIALLE Jean-Baptiste (Directeur Acanlys Réalisations)
W43	CHMITELIN Isabelle (Directrice de l'Ecole Nationale Vétérinaire)
C01	CLAMENS Michel
B12	CLAVERIE E.
B13	COCQUEREZ FRUSTIE Catherine
B03	COHEN Claude
F63	COHEN Pierre
D30	Collectif Chemin des Tuileries
W71	Collectif Quartier St. Cyprien
Y35	COLLECTIF TUCK
C43	COLOMAR Frédéric
W16	COLOMAR Frédéric
C44	COLOMAR Yvette
W15	COLOMAR Yvette
G31	COLOMBIES Suzane
X09	COMBES Lamia
D23	COMET Luce
B39	Comité de Quartier Ormeau-Montaudran SEGAFFREDO R. secrétaire, HERVEIL J. vice-président
V11	Comité de quartier Saint-Michel
W23	CONDUCHE Mireille et DA-RE Gilles
F25	Conseil Citoyen des Pradettes
X82	Conseil Citoyen des Pradettes
C12	COUDRAY Chrystel
Y45	Coulon Catherine
W69	COURTEIX Sylvie
C22	COURTOIS Henri
Z41	COURTOT
Z14	COURTOT Blandine
A47	CRAMPES Claude
W82	CROS Frédéric
Y10	CROS Pierre Henri
X83	CUESTA Virginie
D10	CUSSAC Jean-Brice – Association des quartiers Bonheure, Guilhemery, Moscou
C24	DALMEIDA Fernando
Y42	DANGLAS Christine , présidente de la Maison d'éveil « Les Pitchounets »
X60	DANGLES Thierry
X65	DARNAULT Monique
X45	DARNET
X28	DASSIEU Colette
B55	DAUFFER Eric et Catherine
C54	DAYDE Marie-Christine
B07	DE COINTET Paul
Y36	DE LA GRANVILLE Bénédicte
F46	DE LARTIGUE Myriam
W83	DE LATTE – Présidente de l'ADCVCNC
D37	DE RENTY Nicolas

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
A48	DE SCORAILLE Raoul
B14	DE TAPOL Hélène
C19	DEJEAN Pierre
E26	DELCLOUX Hélène
Y15	DELCROS Bernard
Y14	DELCROS Monique
Z18	DELERY Daniel
F66	DELMAS Francis et Delia
Z05	DELORT
Y31	DELOYE Christian
X52	DELPECH Serge
X49	DENABDERRAZIK Ismaël
Z08	DENAGISCARDE Maria
Y59	DENIS Françoise
C55	DEPLAGNE Marie
X56	DESROZIERES Gérald
X30	DIAS Frédéric
X31	DIAS Frédéric
F53	DIET Florent et LEPLAN Emeline
X74	DOERENBECHER Alexis
B32	DORET Sylvie
Z47	DORET Sylvie, RAGAZ Eric, ROUQUET Gisèle et Philippe MILLET (Association de quartier ADRRL)
B40	DOTU Jacques
Y34	DRIJARD Guillaume
A30	DRIJARD Guillaume – Union des Comités de Quartier (UCQ) - Président
Z21	DRIJARD Guillaume – Union des Comités de Quartier (UCQ) – Président
A02	DUCHENE Patrice
Z30	DUFOR
Y22	DUMAZEAU André
V12	DUNHYACH Laurence
G24	DUPUY Suzanne
D18	DURON France et DUWEZ Alain
C41	DURREGNE Marion
W47	DUTRAIN-TREILHES Annie
E06	DUVERGER Michel
G01	Ecole Nationale Vétérinaire (DELLA LIBERA Sylvie)
E04	ERDIN Evren
B44	ESCALES Francis
W27	ESPLAN Francis
Y09	ESQUIROL Jean-Pierre
X79	ESTIVALS Mélanie
B19	ESTOUP Guy
Y56	FABRE David
Z49	FABRE Frédéric
B27	FABRE Véronique
D04	FABRE Véronique
F61	FALCAO pour Mme AUTHIE
F39	FALCAO pour Mr CHINCHOLLE
W24	Famille LANGLET
Y46	FAROUX Stéphanie
X68	FAURE Jean-Paul
W66	FAVE-VARIN Allysson
W68	FAVE-VARIN Mélody
X91	FENON Nicole
X90	FENON Raphaël
D28	FERNANDEZ Wilfried
C15	FERRERO Gérard
W70	FERRERO Gérard (de la part de FAURE Pascale)
Z35	FERRIE Claude
A52	FEVRIER Philippe
G16	FIEUX Dominique
G11	FILLIOT Camille
W02	FLAMAND Julie
W57	FLAUJAC Lionel et Carine
A19	FOCH Marguerite
X32	FONADE
Y08	FONTANARI Christiane
A24	MORHAIN Brigitte – Comité de Quartier de

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
	Lalande - Présidente
X61	FOURNIER Edith
F16	FOURNOL Bernard Pôle Emploi
A31	FRAICHE Jean-Marc
X57	FRARESSO Evelyne
X55	FRARESSO Michel
D19	FRAYSSINET Cécile
Y27	FRESSE Marie-Isabelle Association Labruyere Bara Verte
X58	FUSTER Fernando et ZUZEK Ludivine
X96	FUZEAU Jérémie
Y57	GACHIE Claire
Y52	GAIANI Serge Président de l'Association du Parc de Gounon
W35	GAILLARD Brigitte
A39	GAL Camille
Y29	GALY Christine
F68	GARCES Stéphane
B02	GARCIA Claudette
B05	GARCIA Philippe
A17	GAY Jacques
Z48	GAZEAU Michel – Association Agir pour Croix Daurade - Président
X94	GEIL Nelly
E05	GEMAR Henri
C20	GENNERO Michel et Martine
W61	GEOFFROY Catherine
X47	GIARD Dominique
E23	GIE groupe SNI LABARTHE Gilles Directeur du Développement et de la Maîtrise d'Ouvrage
B08	GILLANT Alain
F36	GINESTE Marc
F23	GINESTET, Hélène, HOBEILAH Rami, HOBEILAH-GINESTET Issa
D11	GIRARDY Mathieu - Association Cité Loisirs gérant le CLAE primaire Gaston Dupouy
F11	GLEDEL Anne Cecile
D20	GONZALES Antoine
G07	GONZALEZ Laure
X02	GOUT Jean Michel, secrétaire général de l'association des habitants de St Simon
Y13	GOUTNER
Z45	GRANDJEAN Claude
X15	GRANDJEAN Françoise
A09	GRAYO Virginie
X50	GROINBAS
A44	GROSSE Christian
A43	GROSSE Sylvaine
C27	GUILHAMAT Jacques
W60	GUIARD Etienne (Directeur Kaufman et Broad)
G15	HAGENDORF Julien (Groupe Europe Ecologie – Les Verts)
W58	HALFORD (Famille)
X76	HALM Jacky
X75	HANSBERQUE Marie-Laure
Z26	HENRAS Claude
W31	HEREIL Joël
A36	HOAREAU Stéphane
X64	HOAREAU-AVEILLA Coralie
F22	HOBEILAH Rami
Y26	HONVAULT Caroline
W10	HUBERT Isabelle
W17	HUBERT Isabelle
W78	HUGONENC Catherine
D32	INARD Chantal
Z39	Indivision SELLE
C09	JEGU Vincent et CALAS Fabienne
Z09	JOSSE Marie-Hélène
F28	JOUFFROY Gregoire
F45	JOURDA Fanny
Z25	JOUVES Guy

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
V18	JUILLET Pierre
Z01	KARSENTI Eric
X53	KERBOUL Florence
F13	KLOTZ Julien
X72	KLOTZ Julien
C47	LABARERE Jean-Pierre (« Le Bonheur est dans le pré »)
Y04	LABASTRIES Michèle
F55	LABRE MORETTO Véronique
X23	LABRO Sébastien
Y43	LABRO Sébastien
Z03	LABRUYERE-BARA-VERTE
C30	LACOINTA Sébastien
B37	LACOMBE Yves
F72	LACOSTE Jean François
G02	LACOSTE Jean-François
V02	LACOSTE Jean-François
V03	LACOSTE Jean-François
V04	LACOSTE Jean-François
W09	LAHITTE Louis
B11	LAHURE J.M
E25	LALLEMAND Frédéric
D40	LALLEMAND Jeanne
A07	LAMAREILLE Fabrice
W41	LAMBIN Catherine
X39	LAQUES Régine et CHAPOTIN Bruno
C28	LARREGOLA Roger
E07	LATIL Françoise
X69	LAURENT Nathalie
D22	LAZERAS Jacques
W25	LE FANIC Julien
Y50	LE GRANCHE Patrick
Y17	LEBORGNE Frédéric
W72	LECHNER Jean-Georges
X73	LECLERC Patrick
D43	LEE Sandrine - Pour Collectif Carrelot Aembert
F19	LEFEVRE
W42	LEFEVRE PETIT-JEAN Marie-Christine
W30	LEGRAIN Cyril
B48	LEPAGE Valérie
C51	LEREDDE Céline
E08	LESUEUR Joël
V29	Lesueur Joël
Y61	LEYMARIE Vincent
B09	LHERMINE Florence
B33	LHERMINE Olivier
X44	LIABASTRES Rémy
G04	LIENHART Romain
G23	LOMBARDO Viviane
C58	LOMBEYE Christian
Y01	LOPEZ HERNANDEZ
Y44	LORENT Gérard
Y07	LORENZON Christophe
W01	LOURDIN Julien
C45	LOUX
C46	LOUX
W13	LOUX
W14	LOUX
E11	LUCET Charline
X13	LUCET Jean Claude
Y40	LUCET Jean Claude
Y39	LUCET Viviane
W21	LUGARDON Stéphanie
E13	LUTHOLD Ilse
E12	LUTHOLD Isabelle
E14	LUTHOLD Jean
E15	LUTHOLD Nathalie
X48	LY My Hanh
G33	M. BAZON et Mlle PERNOT
Z33	M. FIERRO et Mme DAXERIS
F04	Madame et Monsieur DE LA GRANDVILLE
B43	MAGRINI Gilles

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
V09	MAHIEU Frédérique
X14	MAINVILLE Michel membre de l'Association Entre Canal et Garonne
E18	MALBERT Aurélie
X35	MALET Bernard et Françoise
C23	MALHAIRE Dominique (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique Paul Lambert) et MARCHAN Alain (Habitat Toulouse)
A28	MALVAUX Isabelle
A27	MALVAUX-AVERSENQ Françoise
Y25	MANIFET
F33	MANIKA Christophe
Y20	MARCAILLOU Pascal
D06	Marcel Martin – CQ SEPT DENIERS
C39	MARCHALAND JC
F06	MARCHESANI H. présidente de l'A.C.N.I.L
B52	MARECHAL Carole
X46	MARIN Alice
A50	MARIN Frédéric
D36	MARIN Frédéric
F42	MARIN Léa
G22	MARINE Véronique
G06	MARQUIE Claude (Président association Comité de quartier des Ponts-Jumeaux)
Y60	MARQUIE Jean-Claude
G27	MARSONI Yves
Z52	MARTIN
Y54	MARTIN (famille)
Z16	MARTIN Guy
A08	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
C08	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
W37	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
Z07	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
F64	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président et par délégation du Collectif JOB
A18	MARTINEZ-BASSI Sandrine
F71	MARTY Philippe
D07	MAS Jacques et Marie-Claude
D29	MASSAT Sandrine
E20	MASSÉ Pierre
A05	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A10	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A11	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A54	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
B46	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
D31	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
D33	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
F34	MATTESCO et RUAMPS
Z04	MAURE Georges
B56	MEDJEBEUR Abdel
V26	MEDJEBEUR Abdel
Z43	MEDJEBEUR Abdel
Y24	MELESVILLE WARNIER Célia
D17	MESQUIDA Jean-Marc
X92	MESSAOUDI Yahia
V25	METAIS Jérôme – Icade Promotion – Directeur du développement
Z20	METAIS Jérôme – Icade Promotion – Directeur du développement
X70	MEUNIER Fabienne
A04	MEUNIER Pierre

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
C17	MICHAUD Agnès et BAQUE Laurent
G37	MICHAUD Benoît (Directeur général Alterea Cogedim)
Y32	MILANI Richard
A23	MILLOT Simone
A53	MILLOT Simone
E01	MINI Daniel
X16	MIREPOIX Cédric
X85	MIROUZE
C49	MOGUEROU Pierre
X17	MOGUEROU Sylvie
C21	MOISSET Jean-Pierre et Marie-Christine
C33	MONCHOUX Françoise et Jean-Marc
B36	MONTAZEAU Bernard, LEWIN FLEUR Lionel – Défense du quartier Montplaisir
Y18	MONTEGUT Patrick
C53	MORAIS Nathalie
Y49	MORETTO Christian
F38	MOREVE Remi
D34	MORHAIN Brigitte – Présidente Association Résistix et le mieux vivre à Lalande
E09	MORIN Vanessa
C13	MOUCHOT Laurent
G35	MOUCHOT Laurent
G38	MOULTSON Alain
X93	MOURET Anne-Marie
X88	MOURLAN Serge et Nadine
D14	NAJIM
X20	NAJIM Michelle et Kaddour
F67	NANO Ascione Caroline
G08	NASTA Rodolphe
G12	NASTA Rodolphe
X59	NEGRE Benoît
X78	NEGRE Marie-Pierre
X25	NGUYEN Quoc-Anh-Huy
X81	NICOD Sylvain
Z51	NICOL Marcel
D41	NOIRHOMME Antoine
A38	NOLOT Françoise
F65	non identifiable (mail)
Y33	NORMAND Nicole
Z37	NUBLAT Myriam
A49	ORTET Inca
A51	ORTET Jean-Pierre
X77	PACTEAU Benoît
X38	PAGES Olivier
B10	PARAZOLS Jean-Louis – Régie Municipale d'Électricité – Directeur
F08	PARAZOLS Jean-Louis – Régie Municipale d'Électricité – Directeur
Z55	PARIS Christophe
E24	PARTIOT Rémi
D26	PASCUAL Christian
B49	PASINI
B50	PASINI (au nom de M. LALLEMAND Christian)
B42	PASINI au nom de BLAIS Jean-Pierre
B41	PASINI, MARTIN - Association Sauvegarde St Cyprien
E19	PECHAUD Marc
F17	PELISSIER Johane
Z15	PENQUER Antoine – Association des riverains du quartier chemin de la Butte – Président
G21	PEREIRA Irène
G09	PEREIRA Sophie
C40	PEREZ Lior et Laetitia
A37	PERNEY Emilie
A40	PERNEY Emilie
Z40	PETITJEAN François
F12	PEYRUSSE Alain
X03	PEYRUSSE Alain
X80	PEZZUTTI Muriel et AMOUYAL Jean-Marc
D38	PFIRRMANN Geneviève
F32	PICASSOU Agnès

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
Z19	PICHAVANT Claude – Association syndicale « 32 chemin Catala » - Président
G05	PINCEMIN Catherine
F69	PIOVAN Isabelle
F59	POLINE Cécile
F44	PONS Camille
W11	PONS Josette
B53	PONS Louis
C48	PONS Louis
W12	PONS Louis
B54	PONS Louis (au nom de l'association Bonheure dans le pré – M. MOUCLA – président)
X19	PONTONNIER Monique – membre de l'Association Armand Duportal-Lascrosses- Leclerc-Héracles
X01	PORTE Gilbert
X08	POU Catherine
W62	POUBEAU Jean-Pierre et Viviane
W54	POUGET Marion
D12	POUGET Michel - Comité de La Terrasse
Z02	POUX Christiane
X22	PRATLONG Marie-Thérèse
Z06	PREDINE Christian
F26	PUHARRE Nicolas
X87	RABBI Fatiha et BENJELOUL Hakima
W52	RABUT Sylvestre
W32	RAISSON Thibault
Z46	RALUY Alexandra
E02	RAYNAUD Muriel
Z29	REBOUL Renée
D13	REBOURCIER Jacques et CANUT Marie-Françoise
V06	REGUERRE Dorothée
V05	REGUERRE Mathieu
W53	RENS Claire et Rodrigue
C57	RESSEGUIER Audrey
X29	RIBOT Denis
X24	RIBOT Hélène
X12	RICAUT Pierre et Eliane
G29	RIEUDEBAT Guy
Z54	RIEUDEBAT Guy
G26	RIFAI Oussama
Z17	RIGAL Françoise
B28	RIGAL Henri
D03	RIGAL Henri
F15	RIPOLL Luc
V16	Riverains les Pradettes
A46	RIVES-GAL Geneviève
F03	RIVOIRE Geoffrey président de la sté FDIM
C31	RIZZO Nathalie
A22	ROBERT Michel
X34	ROBERT-LOIS
F29	ROLLIN Josiane
W46	ROLLIN Josiane
C52	ROQUES Daniel
X18	ROQUES Hélène
Y51	ROQUES Isabelle
W36	ROQUES Patricia
A13	ROSE Fabienne
W22	ROUGES GOBIN Eliane
E21	ROUMIEUX Laurence
W48	ROUMIEUX Laurence
W49	ROUMIEUX Laurence
A26	ROUSSALY Louis
B26	ROYNARD Pierre (Collectif des Associations des Pradettes)
A06	RUIZ-BALLESTEROS Gérard – Syndicat de copropriété « Le Clos des Tilleuls » - Président du Conseil Syndical
V08	RULHES Monique
C10	RULLIERE Frédéric
F52	SAGNOL Florence
F20	SAHUC

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique

N°	Requérant(s)
G25	SAID Frédérique
C02	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs de Midi-Pyrénées)
C03	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs de Midi-Pyrénées)
C04	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs de Midi-Pyrénées)
F27	SAJELOLI Bernadette
F58	SALGUES
X66	SALLES Jean-Christophe
B20	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B21	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B23	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B24	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
X84	SARLABOUS Valérie
Y38	SAROT André
Y58	SAROT André
F21	SAROT Emeline
E03	SAROT Odile
Y63	SASSI Florence
W63	SASSI Géraud
A45	SEGAFFREDO Christian
W81	SELLE Christian
X97	SELLE Jean-Jacques
B04	SEVAL Jacqueline
G13	SIBERTIN-BLANC Christophe (Président de l'ADEQVAAR)
X06	SIE
W33	SIMON-LABRIC Hélène
W34	SIMON-LABRIC Richard
A25	SINGLAN Renée - Association du Jardin des Orpellières et de la Communauté de Voisins
F35	SIROUX Sophie
A14	SOLA, MONTEMAYOR, PURJA, ROUX, LAIK
C50	SOLDANI Sigfried
C38	SOLER Alexandre
Y62	SOUEIX Jean-Jérôme
B06	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente
C26	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente
D05	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente
F60	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente BARGIACCHI Didier -Association de Défense du Quartier de Lardenne- Président
Z53	SOULERES Eric
Z11	SOULIE BELREPAYRE Mathieu
A32	SOULLET André
W07	SOUTMET Michel
Z24	STOCCO Raymond – Les Eternels Oubliés de Lalande
X37	STOLFO Thierry
Y41	SUBRA MAZOYER Claudine
G19	SUZANE André
Z31	Sylvie MEOZZI (SCI des Catilats / SCI les Canous
D08	SZAJNGARTEN Jean
X07	SZAJNGARTEN Jean
X26	TAFFET Bruno
W80	TAILLEFER Michel
D27	TALON Alexandra
Z34	TASSERA
E10	TAXIL Pierre
Z36	TAYLOR Jean-Charles (Société Lymo)
W50	THALAMAS Jacques
C42	THEBE Pierrette
Z23	THOMAS Jean-Philippe
X04	THOMAS Jean-Philippe
W73	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
W74	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel

Tableau 6-1 : Liste des requêtes par ordre alphabétique	
N°	Requérant(s)
W75	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
W76	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
W77	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V19	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V19	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V20	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V21	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V22	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
V23	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
Y03	THOUILLER Maryse
F47	TIRQUIT Nathalie
X27	TISON
Y23	TORREGROSA Jeremy
X10	TOURTE Bernard
C32	TOURTE Lisa
F49	TROUIS Philippe
B29	TURATELLO Louis
A12	Urba31
Y64	VALIGNAT Loïc
C16	VAN DAMME Laurence
W67	VARIN Isabelle
B16	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
B17	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
B18	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
Y55	VERDIER Damien
Z56	VERGNES Jean-Claude (SCI foncier St Jean du Languedoc)
X11	VERON Philippe
C11	VIALE-BEZIAN Noëlle
X40	VIATGE Alain (Secrétaire général Actia Group)
F10	VICENTE Guy
Y43	VIDAL-TOURRETTE
Y06	VIGREUX Magali
A01	VILA Catherine
W59	VILLAGRASA Laure
W44	VILLENEUVE-PARTIOT Marlène
B30	VIRELIZIER Aurélie
D21	VIRELIZIER Pierre
G20	WISE Noël
W06	WANSCH
D15	WEBER Marie-Hélène
F48	WOLFF Bernard
F54	ZANESI Babette
W79	ZEPHIR Alain
W04	ZUERAS Audrey
X54	ZUZEK Ludivine

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
A01	VILA Catherine
A02	DUCHENE Patrice
A03	BARON Patrick – Akéry's Promotion – Responsable foncier
A04	MEUNIER Pierre
A05	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A06	RUIZ-BALLESTEROS Gérard – Syndicat de copropriété « Le Clos des Tilleuls » - Président du Conseil Syndical
A07	LAMAREILLE Fabrice
A08	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
A09	GRAYO Virginie
A10	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A11	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A12	Urba31
A13	ROSE Fabienne
A14	SOLA, MONTEMAYOR, PURJA, ROUX, LAIK
A15	BARBERO Thierry – Association Saint-Simon Environnement – Président
A16	AMEN Patrice – SCI MAGO – Co-gérant
A17	GAY Jacques
A18	MARTINEZ-BASSI Sandrine
A19	FOCH Marguerite
A20	CHAUSSENET Jean-Claude
A21	AVERSENQ-MALVAUX Françoise
A22	ROBERT Michel
A23	MILLOT Simone
A24	MORHAIN Brigitte – Comité de Quartier de Lalande – Présidente
A25	SINGLAN Renée - 'Association du Jardin des Orpellières et de la Communauté de Voisins du Chemin des Vieilles Ecoles
A26	ROUSSALY Louis
A27	MALVAUX-AVERSENQ Françoise
A28	MALVAUX Isabelle
A29	BURG Anaïs – Architecte Libérale
A30	DRIJARD Guillaume – Union des Comités de Quartier (UCQ) - Président
A31	FRAICHE Jean-Marc
A32	SOULLET André
A33	BRAYDA Guillaume – Association de Sauvegarde des Intérêts de Saint-Martin du Touch – Président de la commission urbanisme
A34	BARGIACCHI Didier – Association de Défense du Quartier de Lardenne – Président
A35	BARBERO Thierry – Association Saint-Simon Environnement – Président
A36	HOAREAU Stéphane
A37	PERNEY Emilie
A38	NOLOT Françoise
A39	GAL Camille
A40	PERNEY Emilie
A41	CHEVALIER Catherine
A42	BAQUE Jean-Claude
A43	GROSSE Sylvaine
A44	GROSSE Christian
A45	SEGAFFREDO Christian
A46	RIVES-GAL Geneviève
A47	CRAMPES Claude
A48	DE SCORAILLE Raoul
A49	ORTET Inca
A50	MARIN Frédéric
A51	ORTET Jean-Pierre
A52	FEVRIER Philippe
A53	MILLOT Simone
A54	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
A55	BLOC Alain

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
B01	CARASSO Nadine
B02	GARCIA Claudette
B03	COHEN Claude
B04	SEVAL Jacqueline
B05	GARCIA Philippe
B06	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente
B07	DE COINTET Paul
B08	GILLANT Alain
B09	LHERMINE Florence
B10	PARAZOLS Jean-Louis – Régie Municipale d'Électricité – Directeur
B11	LAHURE J.M
B12	CLAUVERIE E.
B13	COCQUEREZ FRUSTIE Catherine
B14	DE TAPOL Hélène
B15	BOUSQUET Chantal
B16	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
B17	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
B18	VERDIER Bertrand (Association Quartier des Chalets – Roquelaine)
B19	ESTOUP Guy
B20	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B21	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B22	BOUYER Bertrand
B23	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B24	SANTUCCI M-C (Sauvegarde de Saint-Cyprien)
B25	BARELLI Marine
B26	ROYNARD Pierre (Collectif des Associations des Pradettes)
B27	FABRE Véronique
B28	RIGAL Henri
B29	TURATELLO Louis
B30	VIRELIZIER Aurélie
B31	BRAUD Sylvain
B32	DORET Sylvie
B33	LHERMINE Olivier
B34	BRONDINO
B35	CHAUSSENET Jean-Claude
B36	MONTAZEAU Bernard, LEWIN FLEUR Lionel – Défense du quartier Montplaisir
B37	LACOMBE Yves
B38	BALLESTEROS Marc – Vinci Immobilier
B39	Comité de Quartier Ormeau-Montaudran SEGAFFREDO R. secrétaire, HERVEIL J. vice-président
B40	DOTU Jacques
B41	PASINI, MARTIN - Association Sauvegarde St Cyprien
B42	PASINI au nom de BLAIS Jean-Pierre
B43	MAGRINI Gilles
B44	ESCALES Francis
B45	CAVALLI
B46	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
B47	BOURDIN
B48	LEPAGE Valérie
B49	PASINI
B50	PASINI (au nom de M. LALLEMAND Christian)
B51	BASSI Frédéric
B52	MARECHAL Carole
B53	PONS Louis
B54	PONS Louis (au nom de l'association Bonheure dans le pré – M. MOUCLA – président)
B55	DAUFFER Eric et Catherine
B56	MEDJEBEUR Abdel
C01	CLAMENS Michel
C02	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs de Midi-Pyrénées)
C03	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
	de Midi-Pyrénées)
C04	SAINT-AGNE Patrick (Fédération des Promoteurs de Midi-Pyrénées)
C05	BRUNEL Alain
C06	BRUNEL Alain
C07	BECHEAU Xavier (Président de la copropriété du 55 av Louis Bréguet)
C08	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
C09	JEGU Vincent et CALAS Fabienne
C10	RULLIERE Frédéric
C11	VIALE-BEZIAN Noëlle
C12	COUDRAY Chrystel
C13	MOUCHOT Laurent
C14	CAZEAUX Nathalie et Laurent SCHWOERER
C15	FERRERO Gérard
C16	VAN DAMME Laurence
C17	MICHAUD Agnès et BAQUE Laurent
C18	BACH Bastien
C19	DEJEAN Pierre
C20	GENNERO Michel et Martine
C21	MOISSET Jean-Pierre et Marie-Christine
C22	COURTOIS Henri
C23	MALHAIRE Dominique (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique Paul Lambert) et MARCHAN Alain (Habitat Toulouse)
C24	DALMEIDA Fernando
C25	BARGIACCHI Didier – Association de Défense du Quartier de Lardenne – Président
C26	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente
C27	GUILHAMAT Jacques
C28	LARREGOLA Roger
C29	BERNADETTE Laurent
C30	LACOUNTA Sébastien
C31	RIZZO Nathalie
C32	TOURTE Lisa
C33	MONCHOUX Françoise et Jean-Marc
C34	CALMEJANE Séverine
C35	BUDGEN Mary
C36	CALISE Denis
C37	BOUTHIER Fabienne
C38	SOLER Alexandre
C39	MARCHALAND JC
C40	PEREZ Lior et Laetitia
C41	DURREGNE Marion
C42	THEBE Pierrette
C43	COLOMAR Frédéric
C44	COLOMAR Yvette
C45	LOUX
C46	LOUX
C47	LABARERE Jean-Pierre (« Le Bonheur est dans le pré »)
C48	PONS Louis
C49	MOGUEROU Pierre
C50	SOLDANI Sigfried
C51	LEREDDE Céline
C52	ROQUES Daniel
C53	MORAIS Nathalie
C54	DAYDE Marie-Christine
C55	DEPLAGNE Marie
C56	BONNET Michel
C57	RESSEGUIER Audrey
C58	LOMBEYE Christian
C59	CALISE Maryline
C60	BERTY Laetitia
D01	BRAUD Sylvain
D02	BELDJOUDI Malik (président) et ROYNARD Pierre (représentant de la commission urbanisme)
D03	RIGAL Henri
D04	FABRE Véronique
D05	SOULA Martine – Collectif des Associations de

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
	Lardenne (CADL) – Présidente
D06	Marcel Martin – CQ SEPT DENIERS
D07	MAS Jacques et Marie-Claude
D08	SZAJNGARTEN Jean
D09	Anonyme (mail)
D10	CUSSAC Jean-Brice – Association des quartiers Bonheur, Guilhemery, Moscou
D11	GIRARDY Mathieu - Association Cité Loisirs gérant le CLAE primaire Gaston Dupouy
D12	POUGET Michel - Comité de La Terrasse
D13	REBOURCIER Jacques et CANUT Marie-Françoise
D14	NAJIM
D15	WEBER Marie-Hélène
D16	CHAILLY Georges
D17	MESQUIDA Jean-Marc
D18	DURON France et DUWEZ Alain
D19	FRAYSSINET Cécile
D20	GONZALES Antoine
D21	VIRELIZIER Pierre
D22	LAZERAS Jacques
D23	COMET Luce
D24	BONNET Anne
D25	(Anonyme) Florence
D26	PASCUAL Christian
D27	TALON Alexandra
D28	FERNANDEZ Wilfried
D29	MASSAT Sandrine
D30	Collectif Chemin des Tuileries
D31	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
D32	INARD Chantal
D33	MASSOU Michel – Comité de Quartier de Croix de Pierre – Secrétaire Général
D34	MORHAIN Brigitte – Présidente Association Résistix et le mieux vivre à Lalande
D35	AIT-ALI Véronique et Mohamed
D36	MARIN Frédéric
D37	DE RENTY Nicolas
D38	PFIRRMANN Geneviève
D39	BAUX Kathleen - Présidente Agir pour les Oustalous
D40	LALLEMAND Jeanne
D41	NOIRHOMME Antoine
D42	BURAI Chantal
D43	LEE Sandrine - Pour Collectif Carrelot Alembert
D44	BEYRIA Patrick
E01	MINI Daniel
E02	RAYNAUD Muriel
E03	SAROT Odile
E04	ERDIN Evren
E05	GEMAR Henri
E06	DUVERGER Michel
E07	LATIL Françoise
E08	LESUEUR Joël
E09	MORIN Vanessa
E10	TAXIL Pierre
E11	LUCET Charline
E12	LUTHOLD Isabelle
E13	LUTHOLD Ilse
E14	LUTHOLD Jean
E15	LUTHOLD Nathalie
E16	CALVET Corinne
E17	BROUDO
E18	MALBERT Aurélie
E19	PECHAUD Marc
E20	MASSE Pierre
E21	ROUMIEUX Laurence
E22	ATH Jean-Louis
E23	GIE groupe SNI LABARTHE Gilles Directeur du Développement et de la Maîtrise

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
	d'Ouvrage
E24	PARTIOT Rémi
E25	LALLEMAND Frédéric
E26	DELCLAUX Hélène
F01	BRUZAUT René
F02	BERTHELOT Jean André
F03	RIVOIRE Geoffrey président de la sté FDM
F04	Madame et Monsieur DE LA GRANDVILLE
F05	AGUILERA Blas président de l'Amicale de Vauquelin
F06	MARCHESANI H. présidente de l'A.C.N.I.L
F07	BAGGI Serge, président du Comité des Quartiers des Minimes-Barrière de Paris
F08	PARAZOLS Jean-Louis – Régie Municipale d'Électricité – Directeur
F09	BELAICH, SAINT-YRIEIX, VEYRAC, ALVANE, MOULERE, MASSON, ANDREAU, BEDOUCH, CARAYON
F10	VICENTE Guy
F11	GLEDEL Anne Cecile
F12	PEYRUSSE Alain
F13	KLOTZ Julien
F14	CELY Bernard Association 2 pieds 2 roues
F15	RIPOLL Luc
F16	FOURNOL Bernard Pôle Emploi
F17	PELISSIER Johane
F18	BAILLADE -Société A.p.p.l.e promotion
F19	LEFEVRE
F20	SAHUC
F21	SAROT Emeline
F22	HOBEILAH Rami
F23	GINESTET, Hélène, HOBEILAH Rami, HOBEILAH-GINESTET Issa
F24	CAIN Philippe
F25	Conseil Citoyen des Pradettes
F26	PUHARRE Nicolas
F27	SAJELOLI Bernadette
F28	JOUFFROY Gregoire
F29	ROLLIN Josiane
F30	BONNET Jean-Christophe
F31	AZEMAR Chantal
F32	PICASSOU Agnès
F33	MANIKA Christophe
F34	MATTESCO et RUAMPS
F35	SIROUX Sophie
F36	GINESTE Marc
F37	CHEMIN Elisabeth
F38	MOREVE Remi
F39	FALCAO pour Mr CHINCHOLLE
F40	BOURGOIN Olivier
F41	BOURGOIN Celine
F42	MARIN Léa
F43	CASSIN Anne
F44	PONS Camille
F45	JOURDA Fanny
F46	DE LARTIGUE Myriam
F47	TIRQUIT Nathalie
F48	WOLFF Bernard
F49	TROUIS Philippe
F50	CHARMASSON Didier
F51	CAUSSADE Cecile
F52	SAGNOL Florence
F53	DIET Florent et LEPLAN Emeline
F54	ZANESI Babette
F55	LABRE MORETTO Véronique
F56	BOUTIN Vincent
F57	AUVRAY Françoise
F58	SALGUES
F59	POLINE Cécile
F60	SOULA Martine – Collectif des Associations de Lardenne (CADL) – Présidente BARGIACCHI Didier -Association de Défense du Quartier de Lardenne- Président

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
F61	FALCAO pour Mme AUTHIE
F62	AUBERT Catherine et Georges
F63	COHEN Pierre
F64	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président et par délégation du Collectif JOB
F65	non identifiable (mail)
F66	DELMAS Francis et Delia
F67	NANO Ascione Caroline
F68	GARCES Stéphane
F69	PIOVAN Isabelle
F70	BAILLES Pierre pour le Comité de quartier Arènes St Cyprien
F71	MARTY Philippe
F72	LACOSTE Jean François
G01	Ecole Nationale Vétérinaire (DELLA LIBERA Sylvie)
G02	LACOSTE Jean-François
G03	AKNIN GUERMONT Sandrine
G04	LIENHART Romain
G05	PINCEMIN Catherine
G06	MARQUIE Claude (Président association Comité de quartier des Ponts-Jumeaux)
G07	GONZALEZ Laure
G08	NASTA Rodolphe
G09	PEREIRA Sophie
G10	BERTRAND Dominique
G11	FILLIOT Camille
G12	NASTA Rodolphe
G13	SIBERTIN-BLANC Christophe (Président de l'ADEQVAAR)
G14	BOYER Eric (Président de l'ASL Les Demeures de Lardenne)
G15	HAGENDORF Julien (Groupe Europe Ecologie – Les Verts)
G16	FIEUX Dominique
G17	BLACHIER Bertrand
G18	CECILE Marie-Hélène
G19	SUZANE André
G20	WISE Noël
G21	PEREIRA Irène
G22	MARINE Véronique
G23	LOMBARDO Viviane
G24	DUPUY Suzanne
G25	SAID Frédérique
G26	RIFAI Oussama
G27	MARSONI Yves
G28	CHIALLE Jean-Baptiste (Directeur Acantys Réalisations)
G29	RIEUEBAT Guy
G30	BOUDERUQUE Muriel
G31	COLOMBIES Suzane
G32	CARPE Jacques et COUDOUY Christine
G33	M. BAZON et Mlle PERNOT
G34	BONAFE Laure
G35	MOUCHOT Laurent
G36	BAQUE Jean-Claude
G37	MICHAUD Benoit (Directeur général Alterea Cogedim)
G38	MOULTSON Alain
V01	BASSETTO (famille)
V02	LACOSTE Jean-François
V03	LACOSTE Jean-François
V04	LACOSTE Jean-François
V05	REGUERRE Mathieu
V06	REGUERRE Dorothée
V07	BENOIT Nadine PEREZ José
V08	RULHES Monique
V09	MAHIEU Frédérique
V10	ARMENGAUD Christian
V11	Comité de quartier Saint-Michel
V12	DUNHYACH Laurence
V13	BARBIER Estelle

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
V14	AUTHIE
V15	BELDJOUDI Malik (président) et ROYNARD Pierre (représentant de la commission urbanisme)
V16	Riverains les Pradettes
V17	AUVRAY Françoise
V18	JUILLET Pierre
V19	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V19	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V20	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V21	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V22	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V23	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
V24	BEAU Jacky
V25	METAIS Jérôme – Icade Promotion
V26	MEDJEBEUR Abdel
V27	BARJOU Cédric
V28	BOYER Eric
V29	Lesueur Joël
W01	LOURDIN Julien
W02	FLAMAND Julie
W03	AZEMA Sébastien
W04	ZUERAS Audrey
W05	BOUYER Stéphanie
W06	WANSCH
W07	SOUMET Michel
W08	BATTAGLIA Manon et Lola
W09	LAHITTE Louis
W10	HUBERT Isabelle
W11	PONS Josette
W12	PONS Louis
W13	LOUX
W14	LOUX
W15	COLOMAR Yvette
W16	COLOMAR Frédéric
W17	HUBERT Isabelle
W18	ARRES
W19	BOITREL Florian
W20	BONNET Alain
W21	LUGARDON Stéphanie
W22	ROUGES GOBIN Eliane
W23	CONDUCHÉ Mireille et DA-RE Gilles
W24	Famille LANGLET
W25	LE FANIC Julien
W26	BEZARD Muriel et Alain
W27	ESPLAN Francis
W28	ABID Fredj et Kadja
W29	ABID Naima
W30	LEGRAIN Cyril
W31	HEREIL Joël
W32	RAISSON Thibault
W33	SIMON-LABRIC Hélène
W34	SIMON-LABRIC Richard
W35	GAILLARD Brigitte
W36	ROQUES Patricia
W37	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
W38	CAMPOY Isabelle
W39	ABID Nourhane
W40	BOYER Eric président de l'ASL Les Demeures de Lardenne
W41	LAMBIN Catherine
W42	LEFEVRE PETIT-JEAN Marie-Christine
W43	CHMITELIN Isabelle (Directrice de l'Ecole Nationale Vétérinaire)
W44	VILLENEUVE-PARTIOT Marlène
W45	AUDAP André
W46	ROLLIN Josiane
W47	DUTRAIN-TREILHES Annie
W48	ROUMIEUX Laurence
W49	ROUMIEUX Laurence
W50	THALAMAS Jacques
W51	CHAUVEY Claude

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
W52	RABUT Sylvestre
W53	RENS Claire et Rodrigue
W54	POUGET Marion
W55	BRAGA Arnaud
W56	BRAGA Agnès
W57	FLAUJAC Lionel et Carine
W58	HALFORD (Famille)
W59	VILLAGRASA Laure
W60	GUIARD Etienne (Directeur Kaufman et Broad)
W61	GEOFFROY Catherine
W62	POUBEAU Jean-Pierre et Viviane
W63	SASSI Géraud
W64	BRESSO Christophe
W65	CHAMPION Jean-Bernard
W66	FAVE-VARIN Allysson
W67	VARIN Isabelle
W68	FAVE-VARIN Mélody
W69	COURTEIX Sylvie
W70	FERRERO Gérard (de la part de FAURE Pascale)
W71	Collectif Quartier St. Cyprien
W72	LECHNER Jean-Georges
W73	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
W74	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
W75	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
W76	THONNELIER Cyrille NEXITY Midi-Pyrénées
W77	THONNELIER Cyrille Directeur Général NEXITY Midi-Pyrénées Immobilier résidentiel
W78	HUGONENC Catherine
W79	ZEPHIR Alain
W80	TAILLEFER Michel
W81	SELLE Christian
W82	CROS Frédéric
W83	DE LATTE – Présidente de l'ADVCNC
X01	PORTE Gilbert
X02	GOUT Jean Michel, secrétaire général de l'association des habitants de St Simon
X03	PEYRUSSE Alain
X04	THOMAS Jean-Philippe
X05	BINDER Claire
X06	SIE
X07	SZAJNGARTEN Jean
X08	POU Catherine
X09	COMBES Lamia
X10	TOURTE Bernard
X11	VERON Philippe
X12	RICAUT Pierre et Eliane
X13	LUCET Jean Claude
X14	MAINVILLE Michel membre de l'Association Entre Canal et Garonne
X15	GRANDJEAN Françoise
X16	MIREPOIX Cédric
X17	MOGUEROU Sylvie
X18	ROQUES Hélène
X19	PONTONNIER Monique – membre de l'Association Armand Duportal-Lascrosses-Leclerc-Héraclès
X20	NAJIM Michelle et Kaddour
X21	BONNEFIS Carole
X22	PRATLONG Marie-Thérèse
X23	LABRO Sébastien
X24	RIBOT Hélène
X25	NGUYEN Quoc-Anh-Huy
X26	TAFFET Bruno
X27	TISON
X28	DASSIEU Colette
X29	RIBOT Denis
X30	DIAS Frédéric
X31	DIAS Frédéric
X32	FONADE
X33	BARADAT Yves
X34	ROBERT-LOIS
X35	MALET Bernard et Françoise
X36	BROSSET Dominique (Association de

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
	Sauvegarde Brienne Bazacle Amidonniers)
X37	STOLFO Thierry
X38	PAGES Olivier
X39	LAQUES Régine et CHAPOTIN Bruno
X40	VIATGE Alain (Secrétaire général Actia Group)
X41	ARA Max
X42	CALMETTES Henri et Roselyne
X43	BARBERO Thierry (Président de Saint-Simon Environnement)
X44	LIABASTRES Rémy
X45	DARNET
X46	MARIN Alice
X47	GIARD Dominique
X48	LY My Hanh
X49	DENABDERRAZIK Ismaël
X50	GROINBAS
X51	BRAS Cécile
X52	DELPECH Serge
X53	KERBOUL Florence
X54	ZUZEK Ludivine
X55	FRARESSO Michel
X56	DESROZIERES Gérald
X57	FRARESSO Evelyne
X58	FUSTER Fernando et ZUZEK Ludivine
X59	NEGRE Benoît
X60	DANGLES Thierry
X61	FOURNIER Edith
X62	CAUBE Nicolas
X63	AMBIB Louis (Président de l'association des riverains de la maison d'arrêt St-Michel et du Busca)
X64	HOAREAU-AVEILLA Coralie
X65	DARNAULT Monique
X66	SALLES Jean-Christophe
X67	ALIES Caroline
X68	FAURE Jean-Paul
X69	LAURENT Nathalie
X70	MEUNIER Fabienne
X71	CAZABAN Sandrine
X72	KLOTZ Julien
X73	LECLERC Patrick
X74	DOERENBECHER Alexis
X75	HANSBERQUE Marie-Laure
X76	HALM Jacky
X77	PACTEAU Benoît
X78	NEGRE Marie-Pierre
X79	ESTIVALS Mélanie
X80	PEZZUTTI Muriel et AMOUYAL Jean-Marc
X81	NICOD Sylvain
X82	Conseil Citoyen des Pradettes
X83	CUESTA Virginie
X84	SARLABOUS Valérie
X85	MIROUZE
X86	CAMBEROQUE Nina
X87	RABBI Fatiha et BENJELOUL Hakima
X88	MOURLAN Serge et Nadine
X89	BOUFFIL Nathalie
X90	FENON Raphaël
X91	FENON Nicole
X92	MESSAOUDI Yahia
X93	MOURET Anne-Marie
X94	GEIL Nelly
X95	ASPE Marie-Aude
X96	FUZEAU Jérémie
X97	SELLE Jean-Jacques
Y01	LOPEZ HERNANDEZ
Y02	BROMLEY Jack
Y03	THOUILLIES Maryse
Y04	LABASTRIES Michèle
Y05	ARADJ Malika
Y06	VIGREUX Magali
Y07	LORENZON Christophe
Y08	FONTANARI Christiane

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre

Identifiant	Requérant(s)
Y09	ESQUIROL Jean-Pierre
Y10	CROS Pierre Henri
Y11	CAMPAN Christophe
Y12	AVEILLA Sébastien
Y13	GOUTNER
Y14	DELCROS Monique
Y15	DELCROS Bernard
Y16	BANUS Hervé
Y17	LEBORGNE Frédéric
Y18	MONTEGUT Patrick
Y19	BIARGUES Patrice
Y20	MARCAILLOU Pascal
Y21	CHAUSSENET
Y22	DUMAZEAU André
Y23	TORREGROSA Jeremy
Y24	MELESVILLE WARNIER Célia
Y25	MANIFET
Y26	HONVAULT Caroline
Y27	FRESSE Marie-Isabelle Association Labruyere Bara Verte
Y28	BERTRAND Jean-Claude
Y29	GALY Christine
Y30	CARULLA Cyril
Y31	DELOYE Christian
Y32	MILANI Richard
Y33	NORMAND Nicole
Y34	DRIJARD Guillaume
Y35	COLLECTIF TUCK
Y36	DE LA GRANVILLE Bénédicte
Y37	CALES Gilbert
Y38	SAROT André
Y39	LUCET Viviane
Y40	LUCET Jean Claude
Y41	SUBRA MAZOYER Claudine
Y42	DANGLAS Christine , présidente de la Maison d'éveil « Les Pitchounets »
Y43	VIDAL-TOURRETTE
Y43	LABRO Sébastien
Y44	LORENT Gérard
Y45	Coulon Catherine
Y46	FAROUX Stéphanie
Y47	BEHERAN Nicole
Y49	MORETTO Christian
Y50	LE GRANCHE Patrick
Y51	ROQUES Isabelle
Y52	GAIANI Serge Président de l' Association du Parc de Gounon
Y53	ARNAL Jacques
Y54	MARTIN (famille)
Y55	VERDIER Damien
Y56	FABRE David
Y57	GACHIE Claire
Y58	SAROT André
Y59	DENIS Françoise
Y60	MARQUIE Jean-Claude
Y61	LEYMARIE Vincent
Y62	SOUEIX Jean-Jérôme
Y63	SASSI Florence
Y64	VALIGNAT Loïc
Y65	CARPE Jacques et COUDOUY Christine
Z01	KARSENTI Eric
Z02	POUX Christiane
Z03	LABRUYERE-BARA-VERTE
Z04	MAURE Georges
Z05	DELORT
Z06	PREDINE Christian
Z07	MARTIN Marcel – Comité de Quartier des Sept Deniers – Président
Z08	DENAGISCARDE Maria
Z09	JOSSE Marie-Hélène
Z10	BEZ Patricia
Z11	SOULIE BELREPAYRE Mathieu
Z12	APTEL Philippe

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre	
Identifiant	Requérant(s)
Z13	BERSAT Andrée
Z14	COURTOT Blandine
Z15	PENQUER Antoine – Association des riverains du quartier chemin de la Butte – Président
Z16	MARTIN Guy
Z17	RIGAL Françoise
Z18	DELERY Daniel
Z19	PICHAVANT Claude – Association syndicale « 32 chemin Catala » - Président
Z20	METAIS Jérôme – Icade Promotion – Directeur du développement
Z21	DRIJARD Guillaume – Union des Comités de Quartier (UCQ) – Président
Z22	BURTIN William
Z23	THOMAS Jean-Philippe
Z24	STOCCO Raymond – Les Eternels Oubliés de Lalande
Z25	JOUVES Guy
Z26	HENRAS Claude
Z27	AVERSENQ Philippe
Z28	BOUE Gisèle
Z29	REBOUL Renée
Z30	DUFOR
Z31	Sylvie MEOZZI (SCI des Catilats / SCI les Canous
Z32	Bernard FELIX (vice-président) Dominique LEGER (secrétaire) « Résidents du Pont des Demoiselles »
Z33	M. FIERRO et Mme DAXERIS
Z34	TASSERA

Tableau 6-2 : Liste des requêtes par registre	
Identifiant	Requérant(s)
Z35	FERRIE Claude
Z36	TAYLOR Jean-Charles (Société Lymo)
Z37	NUBLAT Myriam
Z38	BUC Jean
Z39	Indivision SELLE
Z40	PETITJEAN François
Z41	COURTOT
Z42	BERETTA Jacques (Association Bien Vivre au Grande Selve)
Z43	MEDJEBEUR Abdel
Z44	BORY Aurélien (Compagnie 111)
Z45	GRANDJEAN Claude
Z46	RALUY Alexandra
Z47	DORET Sylvie, RAGAZ Eric, ROUQUET Gisèle et Philippe MILLET (Association de quartier ADRRL)
Z48	GAZEAU Michel – Association Agir pour Croix Daurade - Président
Z49	FABRE Frédéric
Z50	BASSI
Z51	NICOL Marcel
Z52	MARTIN
Z53	SOULERES Eric
Z54	RIEUDEBAT Guy
Z55	PARIS Christophe
Z56	VERGNES Jean-Claude (SCI foncier St Jean du Languedoc)

Annexe 7 :
**Lettre « Procès-verbal de synthèse de l'enquête
publique »** (Commission d'enquête)
et
Lettre de réponse au PV (Toulouse Métropole)

Sabine Nascinguerra
Christophe Coutet
Christiane Henric

Monsieur le Président
Toulouse Métropole

8 juillet 2016

Objet : Procès-verbal de synthèse de l'enquête publique 1^o modification du PLU – commune de Toulouse

Monsieur le Président.

Comme prévu par l'article R. 123-18 du Code de l'environnement, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le procès-verbal de synthèse de l'enquête publique concernant le projet de modification du PLU sur la commune de Toulouse.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, nos salutations sincères.



Sabine Nascinguerra



Christophe Coutet
Commission d'enquête



Christian Henric

Procès-verbal de synthèse de l'enquête publique portant sur la première modification du PLU, commune de Toulouse

Contenu

1	Organisation générale	3
2	Relation comptable des observations	3
3	Détails des remarques et observations	4
3.1	Questions et remarques de la commission d'enquête	4
3.2	Partenaires institutionnels et Ville de Toulouse	5
3.3	Avis des personnes publiques associées	6
3.4	Requêtes du public	7
3.5	Tableau détaillé des requêtes	9

1 Organisation générale

En tout premier lieu, la commission d'enquête tient à féliciter l'ensemble de l'équipe du Service Urbanisme de Toulouse Métropole pour l'organisation exemplaire de l'enquête :

- logistique remarquable
- disponibilité et compétence de l'équipe
- gentillesse lors de l'accueil du public

La démarche « assurance qualité / traçabilité » du suivi des requêtes mérite une mention particulière.

2 Relation comptable des observations

Public et associations de quartier :

Le suivi réalisé par l'équipe du Service Urbanisme atteste d'une **forte participation du public** :

- **681 requêtes** ont été déposées, dont certaines portaient sur plusieurs thèmes différents,
- **296 visiteurs** se sont présentés pendant l'enquête, dont 118 visiteurs ont rencontré l'un des commissaires-enquêteur au cours de nos 5 permanences.

Les requêtes se répartissent de la manière suivante :

- 124 requêtes sur registres
- 74 lettres
- 482 requêtes par mail

Elles ont été enregistrées sur les **12 registres** de l'enquête →

Vu le grand nombre de mails, l'enregistrement des requêtes sur les registres s'est terminé quelques jours après la fin de la clôture de l'enquête.

Registre	Nb de requêtes
A	55
B	56
C	60
D	44
E	26
F	72
G	38
V	29
W	83
X	97
Y	65
Z	56
Total	681

A noter les points particuliers suivants :

- dès le début de l'enquête, 8 associations et comités de quartiers ont déposé des demandes de prolongation de l'enquête publique. La commission d'enquête n'a pas retenu de raisons suffisantes pour justifier une prolongation de l'enquête, ce qui a été notifié aux associations par un courrier en date du 31 mai ;
- la requête B39 est une pétition des habitants du quartier de Montaudran contre un nouveau projet sur l'ancien site Bergerat-Monnoyeur et la fermeture du chemin des Carrosses : la pétition a été signée par de nombreux riverains inquiets (comptage en cours : ~ 1000) ;
- le projet de supprimer 8 SEP aux Pradettes fait également l'objet d'une forte opposition avec 102 lettres d'oppositions ;
- le projet d'aménagement autour du Bassin des Filtres dans le quartier des Amidonniers fait l'objet d'inquiétudes de la part des riverains : 13 requêtes ont été déposées sur ce point ;
- la demande de limiter la densité dans le quartier de Lardenne a fait l'objet de 4 requêtes, dont l'une est accompagnée d'une pétition comportant 181 signatures ;
- une demande de changer un zonage dans le secteur de la Marcaissonne a fait l'objet de 4 requêtes, dont l'une est accompagnée d'une pétition comportant 13 signatures ;
- les associations et comités de quartiers ont été très actifs pendant cette enquête, avec 64 requêtes déposées par des associations et comités de quartier, dont chacune aborde souvent plusieurs thèmes différents,

- un groupement de 14 riverains a déposé une requête pour s'opposer au changement de zonage prévue rue Durand, quartier Borderouge (requête F09) ;
- 8 requêtes ont été envoyées par des collectifs d'habitants, dont une analyse critique très poussée des divers thèmes objet du présent projet de modification du PLU par un collectif inconnu à ce jour (requête Y35) ;
- une étude du cadre de vie détaillée du quartier St. Michel, dont plusieurs points avaient déjà été proposés dans le cadre de la concertation préalable, mais non retenus (Y34) ;

PPA :

Sur les 14 personnes publiques associées (PPA) dans le cadre du projet, seulement 6 ont envoyé une réponse: Chambre d'agriculture, DDT, CD31, Conseil Régional, SMTIC Tisséo et CCI.

Partenaires institutionnels et Ville de Toulouse ;

Dans le cadre de l'enquête ont été déposés :

- deux requêtes par la ville de Toulouse,
- ainsi que 5 demandes de partenaires institutionnels.

Commission d'enquête :

En complément, la CE vous transmet une série d'observations ci-après.

3 Détails des remarques et observations

3.1 Questions et remarques de la commission d'enquête

1. Démarche concernant la désignation de nouveaux Espaces Boisés Classés (EBC) :

- Dans le passé, il semblerait que les propriétaires des parcelles concernées aient été informés en amont de l'enquête publique du projet de classement de leur parcelle en EBC.
- Cela n'a pas été le cas pour le présent projet, ce que nous regrettons. Lors de nos permanences, nous avons accueilli plusieurs personnes consternées qui ont découvert grâce aux avertissements d'un voisin que leur terrain constructible ne le sera plus prochainement.
- Pourriez-vous nous préciser :
 - les raisons pour lesquelles la collectivité a décidé de ne plus faire d'information préalable des propriétaires concernés ?
 - si la collectivité envisage des mesures de compensation pour les propriétaires concernés (art. L113-3 du code de l'urbanisme) ?

2. Rapport de présentation Pièce 1C – Analyse des incidences :

- Chapitre 1A : Le tableau n° 1 « Evolution quantitative des zonages et dispositions réglementaires associées au milieu naturel et agricole » ne fait pas apparaître l'évolution liée au projet du PLU modifié. Par ailleurs, l'ensemble du chapitre 1A ne permet pas de comprendre l'impact du projet de modification du PLU sur les milieux naturels, les EBC.
- De même, dans le chapitre 1C, le paragraphe « Evolution des surfaces libres » et le tableau « Comparaison du PLU avant et après révision ... » ne permettent pas d'appréhender l'impact lié au projet de modification du PLU (on y parle uniquement du PLU révisé).

3. Règlement écrit

Le règlement écrit appelle à plusieurs remarques :

- D'une manière générale la lecture du règlement est particulièrement difficile, complexe, voir opaque. Même avec une grande habitude des documents d'urbanisme, plusieurs lectures sont nécessaires afin d'en saisir les nuances.
- De nombreux professionnels de l'acte de bâtir, architectes, promoteurs ou particuliers ont émis de remarques quant à la rédaction du règlement. Comment améliorer ce document pour le rendre plus lisible ? Est-ce qu'une simplification est envisagée par la collectivité dans le cadre du futur PLUiH ?
- Traitement du stationnement au niveau du règlement : la commission d'enquête ne comprend pas l'intérêt de la distinction proposée entre les extensions et les annexes.
- Modération de la densité et règles de prospect par rapport aux limites séparatives: le recul de 6 m par rapport aux limites séparatives au-delà du recul de 17 mètres pour les façades de plus de 12 m semble présenter peu d'intérêt avec un risque de mitage des fonds de parcelles.

4. Divers

- Une erreur matérielle a été constatée concernant l'emplacement réservé (ER) n° 643 dans le secteur 6. Il convient de modifier la représentation graphique.
- PPRI : La commission d'enquête s'interroge sur le régime spécifique existant à Toulouse et permettant de réaliser des constructions en zone rouge en évoquant un confortement des digues.

3.2 Partenaires institutionnels et Ville de Toulouse

Dans le cadre de l'enquête ont été déposés :

- une requête par la ville de Toulouse au sujet de l'OAP de la Salade (B44) ;
- une requête du cabinet du maire au sujet d'un EVP à créer rue Labruyère (W70) ;
- deux analyses du projet de modification par les partis d'opposition les Socialistes (F63) et Europe Ecologie – Les Verts (G15) ;
- deux requêtes par l'Ecole Vétérinaire (G01/W43) pour pouvoir accueillir un EHPAD ;
- une demande concernant la clinique St. Jean (Z56) ;
- un commentaire sur les énergies renouvelables en zone naturelle par la Régie Municipale d'Électricité (F08).

3.3 Avis des personnes publiques associées

Le dossier a été notifié aux personnes publiques suivantes:

- au maire de Toulouse
- à la Chambre de Commerce et d'Industrie
- au Conseil Départemental 31
- à la Chambre des Métiers
- à la Chambre d'Agriculture
- au Conseil Régional
- à la DDT31
- à Europolia
- à l'Union Sociale pour l'Habitat Midi-Pyrénées
- à OPPIDDEA
- au Préfet
- au SMEAT
- à la SNCF
- à TISSEO, le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC)

Seules 6 d'entre elles ont fait part d'une réponse, dont 2 courriers sont arrivés après la clôture de l'enquête :

- La Chambre d'agriculture a donné un avis favorable.
- Le Conseil Régional a demandé la suppression de l'emplacement réservé n° 556 à l'arrière de l'hôtel de la région.
- Le Conseil Départemental a validé que l'ER n° 376 que le Département ne souhaitait plus garder à son bénéfice a été porté au profit de la Métropole.
- L'Etat a envoyé le un avis favorable (arrivé hors délais) avec réserves en indiquant que, de façon générale et eu égard aux différents enjeux, le projet doit être le plus argumenté possible notamment quant aux points suivants:
 - que les mesures destinées à la modération de la densité et à l'amélioration du cadre de vie soient assorties des éléments de justification technique permettant de démontrer l'adéquation et le caractère optimal des mesures retenues. Celles-ci doivent avoir un caractère temporaire voire réversible et doivent être accompagnées d'un programme d'investissement devant permettre la mise à niveau des équipements.
 - que soit prouvé le fait que les évolutions des règles relatives à la production de logements sociaux ne remettent pas en cause les objectifs quantitatifs figurant au Plan Local de l'Habitat de Toulouse Métropole. L'Etat demande ainsi que le rapport de présentation soit complété en ce sens.
 - enfin il est indiqué que les OAP auraient pu être précisées pour garantir la poursuite des objectifs d'aménagement durable,
 - pour finir, il est évoqué le cas des deux STECAL sur l'île du Ramier, « espace de projet particulièrement sensible ». Ce site doit par conséquent « faire l'objet d'un aménagement d'ensemble rigoureux et articulé ». De ce fait le projet d'aménagement devra être précisé afin de pouvoir notamment vérifier sa compatibilité avec le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI).
- TISSEO, le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC), fait part de quelques observations notamment :
 - le fait de vouloir adapter le rythme d'accueil des nouveaux habitants en corrélation avec les équipements et services publics existants est bien compris par TISSEO. Néanmoins il est indiqué que Toulouse se doit de continuer à accueillir de nouvelles populations eu

- égard à la forte densité et au maillage important du réseau des transports en commun. Ceci constitue un des éléments essentiels dans la lutte contre l'étalement urbain.
- les évolutions des normes de stationnement sont compatibles avec le PDU.
 - les Emplacements Réservés (ER) n°809 et 910 peuvent être supprimés.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Toulouse a donné un avis favorable par courrier en date du 14 juin arrivé à Toulouse Métropole le 29 juin 2016 (hors délai).

3.4 Requêtes du public

D'une manière générale, on peut séparer les requêtes du public en plusieurs catégories :

- celles qui concernent un point du projet de modification du PLU, objet de la présente enquête, y compris les requêtes sur des erreurs matérielles,
- celles qui concernent un point particulier non listé dans les thèmes du projet modification, mais qui pourraient être prises en compte,
- et enfin celles qui sont « hors sujet » de la présente enquête, c'est-à-dire que les modifications demandées ne peuvent pas être abordées dans le cadre d'une procédure de modification de PLU ; il s'agit :
 - de quelques demandes de réduction / suppression d'espaces boisés classés existants ;
 - de demandes concernant des plans de circulation dans les quartiers ;
 - de modifications qui seraient contraires au PADD du PLU, comme par exemple la demande de limiter la densité d'un quartier alors que celui-ci est identifié au PADD comme secteur à densifier.

1. Les requêtes suivantes ne nécessitent pas de réponse de la part de Toulouse Métropole :

- **Demandes de prolongation de l'enquête adressées à la commission d'enquête ou demande de RDV :**
A05, A08, A10, A25-5, A30, A33, A34, A40, A50, B06, B26, D05, Z02, Z21
- **Demandes de consultation des documents relatifs au risque inondation :**
A54, D06, Z07
Raison : L'information que l'étude de dangers des digues de Toulouse (en cours d'élaboration), n'est pas communicable nous a déjà été transmise en cours d'enquête par la ville de Toulouse.
- **Demandes de suppression d'un EBC existant sur l'actuel PLU :**
A06, D17, E08, Z14, Z41,
Raison : un EBC ne peut pas être déclassé dans le cadre de la procédure de modification d'un PLU. Les pétitionnaires sont invités à déposer leur demande dans le cadre de la concertation préalable du PLUiH.

2. Les requêtes suivantes peuvent être regroupées car elles concernent des demandes identiques / qui portent sur le même sujet :

Secteur 1 :

- au sujet du projet d'aménagement autour de VNF et le déplacement de la MJC aux Ponts-Jumeaux : E07, F44, F59, F64, G06, G38, W59, X36, X71, X73, X76, X83, Y26

Secteur 2 :

- au sujet de l'OAP de l'Oasis : B46, D31, D39, W72,

Secteur 4 :

- au sujet de l'annulation d'un projet d'EVP / EBC : A21/A27/A28
- au sujet des demandes de protéger des espaces verts qui n'a pas été prévu en EVP dans le secteur de la rue Jean Micoud : F22/F23/W47/W69/ X86/X79/Y01/Y61
- au sujet de la création d'un EBC dans un jardin particulier : A20/B35/X01/Y21
- au sujet de la protection du parc situé 42 rue de le Gravette : C05/C09

Secteur 5

- au sujet du projet sur l'ancien site de Bergart-Monnoyeur (changement de zonage de UE2 en UI1) et la fermeture du chemin de Carosse à Montaudran : A22, A39, A41, A42, A43, A44, A45, A46, A47, A49, A51, A52, A55, B02, B03, B04, B05, B07, B13, B19, B28, B30, B39 (pétition avec de nombreux signataires), C07, D07, D12, D21, D29, E10, G36, W31, W41, W42, W54, W57, W65, X62, Y10, Y16, Z05, Z06, Z08, Z09, Z10, Z12, Z13, Z15, Z16, Z17, Z18, Z28 (51 requêtes)
- au sujet d'un changement de zonage UE1 vers UM1 dans le secteur de la Marcaissonne : A18, B51, D30 (signé par les 13 riverains concernés), Z50

Secteur 6 :

- au sujet de la SEP 80 à Règuelongue : G18, Z36, F26, X49, X18
- au sujet de l'opposition à la suppression de 8 SEP et du maintien en espace verts des terrains à côté de La Dépêche aux Pradettes : C31, C32, C33, C34, C35, C36, C38, C42, C49, C50, C51, C52, C53, C54, C56, C57, C58, C59, E03, E06, E09, E11, E12, E13, E14, E15, E19, E20, F25, F58, G03, G04, G05, G07, G10, G11, G16, G19, G30, V01, V05, V06, V07, V08, V09, V15, V16, V17, V18, V27, W05, W44, W46, W50, W52, W53, W55, W56, W58, W61, W62, W63, X91, X90, X89, X88, X87, X85, X84, X82, X81, X80, X77, X75, X74, X72, X70, X69, X68, X67, X66, X61, X60, X59, X58, X57, X56, X55, X54, X53, X52, X51, X50, X48, X47, X46, Y11, Y14, Y15, Y17, Y18, Y19, Y22, Y23, Y24, Y38 (= 106 requêtes)
- au sujet de rebasculer le zonage à Lardenne à nouveau en UL2 (au lieu de UL4 aujourd'hui) : C25, C26, Z19, F60 (il s'agit d'une pétition signée par 181 adhérents)
- au sujet du zonage à proximité de l'Ecole Vétérinaire : G01, W43

Il est à noter que :

- notre inventaire ci-dessus n'est probablement pas exhaustif et que d'autres requêtes se recoupent également sur d'autres thèmes : il s'agit simplement d'une aide pour aborder les principaux thèmes.

3. Points divers sensibles identifiés, hors questions particulières :

- **Quartier Lalande** : Une disparité a été constatée quant au traitement du nord et du sud du quartier. Ceci suscite un sentiment d'injustice de certains des habitants concernés.
- **Rues Bara et Labruyère** : L'importance du projet avec un nombre de logements importants et des voies d'accès très étroites interrogent quant à l'opportunité de ce projet et quant au devenir du quartier.
- **Montaudran : Ex-Caterpillar / Bergerat-Monnoyeur** : Site à l'origine de nombreuses observations sur les registres d'enquête. Les habitants s'interrogent sur le devenir de cette très grande emprise foncière: zone économique, d'habitat, parc, ... A ce jour, la réflexion ne semble pas aboutie et un délai supplémentaire pourrait éventuellement être nécessaire pour finaliser l'OAP sur ce secteur. Un sursis à statuer jusqu'au PLUiH pourrait être opportun.
- **Quartier Lardenne** : Une pétition signée par 181 riverains demande de revenir en R+1 sur ce secteur. Nous avons déjà évoqué ce point sensible oralement, mais pourriez-vous présenter un argumentaire écrit sur l'évolution envisagée afin de répondre aux inquiétudes des habitants du quartier ?
- **Zone Freescale (ex-Motorola)** : L'emplacement réservé n° 245 peut-il être déplacé plus à l'intérieur de la propriété afin de permettre une meilleure irrigation de la zone? Afin de favoriser l'accès au site, l'ER n° 375 peut-il être partiellement modifié et sous quelle condition ? Une zone de transition avec une densité plus douce peut-elle être envisagée entre les propriétés riveraines, voisines se situant en zone UL2 et la zone pressentie UL4 ?
- **Secteur CHU Purpan** : Suite à la volonté de « céder » une partie de l'emprise du CHU de Purpan, des zonages différents seraient à mettre en place afin de permettre l'ouverture à d'autres destinations notamment des logements, comment pourrait-on envisager des accès ?
- **STECAL au Ramier** : Des interrogations subsistent quant aux deux STECAL. Pourriez-vous fournir des compléments notamment sur la compatibilité avec le PPRI ? N'existe-t-il pas une faiblesse juridique dû notamment à une exploitation commerciale par rapport aux riverains ?
- **Règlement écrit** :
 - Les demandes principales sur le règlement concernent soit des précisions sur la compréhension, des demandes de clarification, soit des demandes de modifications. En ce qui concerne les modifications, il s'agit soit de plus de souplesse, soit de plus rigidité pour certains articles notamment les parkings, les seuils de déclenchement des logements sociaux...
 - En ce qui concerne les demandes de clarification, l'exemple de la définition des espaces libres, des espaces de plantations, des espaces de pleine terre, des espaces verts, est révélateur.

3.5 Tableau détaillé des requêtes

Liste et détail des remarques portées sur les 12 registres d'enquête : *voir fichier joint, tableau trop volumineux pour impression.*

Pour information : les requêtes du point 1, page 7, n'apparaissent pas dans ce fichier.

Toulouse, le

DGDEP
Direction déléguée à l'Aménagement
Service de la Réglementation Urbaine

Nos réf. : AL/JR/VD/FCD/SP
Nos réf. D : 16024638

Affaire suivie par : Fabienne CHICOT-DEJOANNIS
s/c Jacques ROSEN
T. : 05 81 91 76 88
fabienne.chicot-dejoannis@toulouse-metropole.fr

Madame Sabine NASCINGUERRA
Pouzol
46600 CUZANCE

**Objet : Réponse de Toulouse Métropole au PV de synthèse de la Commission d'Enquête.
Projet de 1^{ère} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune
de Toulouse.**

Madame,

Je vous prie de trouver ci-joint le mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse que vous avez bien voulu me transmettre par mail le 08 juillet 2016 et relatif au projet de 1^{ère} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse.

Pour information, la collectivité a répondu point par point aux observations de la Commission d'Enquête, soit directement dans le procès-verbal de synthèse pour les sujets qui appellent des réponses globales, notamment celles relevant de thématiques ou de pétitions, soit dans le tableau détaillé pour les réponses particulières.

Compte tenu du nombre important de requêtes nécessitant des réponses de la part de la collectivité et du délai contraint dans lequel ces dernières doivent être apportées à la Commission d'Enquête (15 jours), je tiens à vous préciser que certains arbitrages politiques n'ayant pu avoir lieu, quelques réponses n'ont pu être apportées au présent mémoire. Ces arbitrages interviendront suite à la remise du rapport définitif prévu fin août.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

La Vice-Présidente déléguée à
l'Urbanisme et aux Projets Urbains,
Et à l'Archéologie Préventive



Annette LAIGNEAU

2 PJ : - PV de synthèse avec réponses
- Tableaux des requêtes avec réponses

Annexe 8 :

**Demande de délais supplémentaire pour la remise
du rapport
&
Réponse positive de Toulouse Métropole**

Sabine Nascinguerra
Christian Henric
Christophe Coutet

Monsieur le Président
Toulouse Métropole

29 juin 2016

Objet : Enquête publique relative à la 1^{ère} modification PLU – demande motivée de report des délais pour la remise du procès-verbal de synthèse et du rapport d'enquête

Monsieur le Président.

Le Code de l'environnement prévoit que la commission d'enquête dispose :

- de 8 jours à partir de la réception des registres d'enquête pour transmettre au responsable du projet le PV de synthèse de l'enquête (art. R.123-18)
- de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête, pour remettre son rapport et ses conclusions motivées à l'autorité organisatrice de l'enquête (art. R.123-19).

Cependant, dans le cadre d'une enquête complexe ayant généré de nombreuses remarques et observations, si la commission s'aperçoit qu'il ne lui est pas possible de remettre son rapport dans des délais, elle peut demander un report de ce délai, également prévue à l'article R. 123-19.

Dans le cadre de la présente enquête de 1^{ère} modification du PLU, la commission d'enquête vous demande de bien vouloir lui accorder des délais supplémentaires pour les raisons suivantes :

- en raison du grand nombre de remarques, nous avons besoin de suffisamment de temps pour pouvoir étudier tous les thèmes abordés par le public afin de poser des questions pertinentes dans le cadre du PV de synthèse : vous comprenez très certainement que les 681 requêtes ne peuvent pas être étudiées « sous huitaine »,
- pour les mêmes raisons, nous aurons ensuite besoin de temps supplémentaire pour réagir et nous forger notre avis, une fois que nous aurons reçu le mémoire en réponse de Toulouse ;

Pour ces raisons, nous vous proposons de nous accorder les délais supplémentaires suivants :

- remise du PV de synthèse pour le 8 juillet, soit un délai supplémentaire de 8 jours par rapport à celui prévu par le code de l'environnement (registres reçus le 22 juin) ;
- remise du rapport d'enquête et des conclusions motivées au plus tard le 25 août, soit un délai supplémentaire de 6 semaines.

Nous vous remercions pas avance pour voter compréhension et vous prions d'accepter, Monsieur le Président, nos salutations sincères.



Sabine Nascinguerra



Christian Henric



Christophe Coutet

Toulouse, le

08 JUL. 2016

Julie ESCUDIER
Vice-Présidente

Vos réf. : JR/VR/LD/FCD/VR

Nos réf. A : 16043049

Nos réf. D : 16023886

Affaire suivie par : Fabienne CHICOT-DEJOANNIS

T. : 05 81 91 72 18

fabienne.chicot-dejoannis@toulouse-metropole.fr

Mme Sabine Nascinguerra :

nasci@free.fr

Monsieur Christian Henric :

christian.henric@gmail.com

Monsieur Christophe Coutet :

coutet.christophe@neuf.fr

Objet : réponse à la demande motivée de report des délais pour la remise du procès-verbal de synthèse et du rapport d'enquête relative à la 1^o modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse

Madame, Messieurs,

par votre courrier daté du 29 juin 2016 et reçu par mail le 2 juillet, vous me saisissez sur la possibilité d'un report de délais de remise du procès-verbal de synthèse et du rapport d'enquête relative à la 1^{ère} modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, motivé par les raisons suivantes :

- réception d'un grand nombre de remarques (681 requêtes) nécessitant un temps suffisant pour étudier les thèmes abordés par le public, afin de poser des questions pertinentes dans le cadre du PV de synthèse,
- et nécessité d'un temps supplémentaire pour réagir en fonction du mémoire en réponse qui aura été remis par Toulouse Métropole.

Compte-tenu du nombre important de requêtes reçues et du temps nécessaire pour les étudier dans leur globalité, j'accepte votre demande de report de 8 jours pour la remise du PV de synthèse (soit le 8 juillet 2016), et de 6 semaines pour la remise du rapport d'enquête (soit le 25 août 2016).

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Julie ESCUDIER



Vice-présidente
Membre du Bureau
Toulouse Métropole

Annexe 9 :
12 registres d'enquête publique
+ lettres
+ courriels

Les 12 registres sont consultables au siège de Toulouse Métropole.